PROGRAMME COMMUNISTE

Ce qui nous distingue : La ligne du Manifeste Communiste à l'Octobre russe, à l'Internationale Communiste, à la lutte contre la dégénérescence de Moscou, au refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en contact avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et parlementariste.

N° 3
AVRIL — MAI — JUIN
1958
Publication trimestrielle Le N° : 200 fr.

Le "Dialogue avec les Morts"

(Critique du XX• Congrès du P. C. russe)

contient notre critique de la dégénérescence de l'Internationale et de l'Etat russe.

Envoi franco contre la somme de fr. **270** en mandat-carte ou mandat-poste adressé à "PROGRAMME COMMUNISTE".

Directeur-Gérant : C. AUDOUBERT

Adresser toute correspondance (lettres ou mandats) à :

"PROGRAMME COMMUNISTE" Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert.

E R R A T A du N U M E R O I I

Page 67 - Fin du premier §, lire " La mentalité moyenne de la catégorie sociale des salariés " au lieu de " ... de la catégorie économique du salariat ".

Page 85 - au milieu de la note 2, lire le mot "CONTENU" au lieu de "COUTEAU"; plus bas "CONTEXTE" au lieu de "CONTECTE".

Page 90 - Au début de la Note 1 - "Les ouvriers hongrois, par exemple, auraient demandé, selon certaines informations "une représentation autonome dans la future assemblée nationale" au lieu de la phrase du texte.

Page 91 - Note 1 - après la citation, lire " ... pour LE prolétariat socialiste" au lieu de " l'EX prolétariat socialiste".

S O M M A I R E N° 3

AVRIL - MAI - JUIN 1958

	Pages
- En marge de notre Appel : stalinisme antistalinisme et paix sociale	1
- Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste	14
- A propos de Marcel Cachin	26
- Elements de l'économie marxiste (II)	31
- Le principe démocratique	55

Publication trimestrielle le n°..... 200 Frs
Abonnement : 1 an (4 numéros)..... 700 Frs
Abonnement de soutien ..... 1000 Frs

EN MARGE DE NOTRE APPEL :

STALINISME, ANTISTALINISME ET PAIX SOCIALE .

Pendant longtemps le faux communisme de Moscou n'a connu que des adversaires obscurs et peu nombreux appartenant à l'aile gauche du mouvement ouvrier. Depuis ces deux dernières années c'est de son sein que surgissent, à grand renfort de publicité, de petits groupes dissidents, scissionistes avoués ou opposants clandestins, qui découvrent, avec quelque retard, que les partis staliniste ne répondent plus aux "exigences actuelles" de la lutte ouvrière.

Il n'y a pas de doute que c'est là le commencement de la décomposition organique de l'appareil politique international du Kremlin, et par le fait qu'il tend à désarticuler le principal allié de la bourgeoisie capitaliste on ne peut nier qu'un tel phénomène doive préluder à de nouvelles et plus favorables conditions d'activité politique prolétarienne. Mais dans l'immédiat sa portée est toute différente car il n'apporte pas la clarté mais la confusion. Ces derniers venus dans le camp de l'antistalinisme, s'ils n'ont ni le mérite ni le courage de ceux qui les ont devancés dans cette voie à l'époque où cela coûtait la vie, n'en reproduisent pas moins, en les démultipliant, les tares et les faiblesses de la plupart de leurs prédécesseurs.

Ces derniers, surtout en France et dans les pays anglo-saxons, ont montré qu'étant isolés dans une situation de complet recul du mouvement ouvrier, ils ne pouvaient suppléer à la solide tradition révolutionnaire prolétarienne qui leur faisait défaut. Ils n'ont jamais eu la force de se débarrasser intégralement d'un opportunisme que le stalinisme avait généralisé dans toutes les files ouvrières mais qui n'était que la répétition d'un opportunisme plus vaste et plus ancien, celui qui plonge ses racines jusqu'aux plus grandes défaites historiques du mouvement ouvrier. De là découlaient, chez ces premiers "oppositionnels" un empirisme extravagant dans la pratique politique et dans les rapports avec les autres partis, mais surtout une grande perplexité dans l'identification du mal qu'ils dénonçaient : la nature sociale de l'Etat russe, le rôle véritable des partis qui lui sont affiliés.

A cette impuissance dans l'analyse théorique et à cette propension à la manoeuvre politique qui étaient caractéristiques

des anciens courants de l'antistalinisme ouvrier, et particulièrement du plus important d'entr'eux, le trotkysme, les groupes ou militants qui rompent aujourd'hui avec Moscou ajoutent une extrême perversion politique et une prétention bien plus grande. Ils ne se posent pas en gens finalement lassés d'une longue suite de compromissions politiques qu'ils ont acceptées d'enthousiasme ou simplement tolérées mais en véritables promoteurs d'un renouveau idéologique du socialisme. A les entendre ils se seraient enrichis d'une expérience historique qui aurait fait défaut à tous les grands noms du mouvement, ils seraient venus à point pour découvrir des conditions nouvelles et originales.

Si nous mentionnons ces démarches intellectuelles bien plus spectaculaires que profondes c'est parce que, tout en matérialisant les débuts de la prévisible décomposition du stalinisme, elles reflètent un phénomène plus général et plus profond que la désagrégation naissante de l'appareil de la propagande russe: la dégénérescence totale de l'idéologie et de la politique. C'est à ce titre qu'elles nous intéressent, parce qu'elles prolongent jusque dans les rangs des travailleurs cette décomposition idéologique générale dont l'influence sur la classe ouvrière ne disparaîtra qu'après de longues et douloureuses expériences. Elles constituent de véritables obstacles sur l'ingrate voie de la réhabilitation du programme historique du prolétariat.

Ce danger des séquelles de la décomposition du mouvement staliniste nous l'avions déjà pressenti; il est nettement évoqué dans un texte qui date de quelques années et que nous reproduisons dans les pages qui suivent sous le titre d'"Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste". A l'époque de sa rédaction les "innovateurs" étaient encore peu nombreux dans les rangs du "communisme oppositionnel". Aujourd'hui, où il est prévisible qu'ils vont proliférer, on pourra juger à sa lecture qu'il n'en est que plus actuel et nécessaire. Contre tous ceux qui sont en mal "d'originalité" il n'a pas d'autre prétention que de ne rien apporter d'original au marxisme le plus orthodoxe, rien qui n'ait déjà été dit et répété par nos maîtres et aînés du mouvement prolétarien. Le jour est encore éloigné où il deviendra évident que les hésitations et faux dilemnes qui paraissent aujourd'hui justifier la recherche de solutions "nouvelles" n'étaient que le produit du reflux de la révolution socialiste et du désarroi idéologique qu'il a engendré. Mais plus nombreux auront été les yeux qui se seront dessillés avant cette reprise, plus celle-ci sera vaste et radicale car elle est tout autant inéluctable que l'actuelle déconfiture de ceux qui en furent les renégats.

o

o o

Le marxisme, devrons-nous répéter sans nous lasser, a donné une fois pour toutes la formule du bouleversement révolutionnaire de la société. Chaque grande phase de convulsion sociale, et particulièrement chaque phase de contre-révolution, n'a fait que préciser et confirmer cette formule. S'inspirant de cette constatation fondamentale, notre "Appel" s'est attaché à faire le point des conséquences de la contre-révolution stalinienne et il suffira d'un peu d'objectivité pour se convaincre que plusieurs des principaux points de ce texte ont déjà subi victorieusement l'épreuve des faits, notamment ceux qui ont trait à l'involution russe vers les formes ouvertement affirmées d'une structure capitaliste. Pour se rendre compte qu'il ne s'agit pas là d'une vérification fortuite mais bien d'une nouvelle confirmation s'ajoutant à celles qui l'ont précédée et qui, en s'intégrant dans la continuité historique du mouvement, donnent à la théorie de Marx son caractère scientifique, il n'est pas inutile de grouper les principales questions traitées autour d'une notion centrale et essentielle pour la compréhension de la doctrine et du programme du prolétariat.

Le fait le plus frappant de la période actuelle, la constatation qui s'impose même au premier venu, c'est que le monde moderne est saturé de violence. Il est secoué par des contrastes et des chocs qui s'inscrivent continuellement en faux contre la vision idyllique qui sert de justification à toutes les théories bourgeoises et d'argument à toute sa structure politique et juridique. La seule ressource des défenseurs du système établi réside dans leur plus ou moins grande possibilité de dénaturer le sens de cette violence et, à chacune de ses inévitables explosions, de réclamer de l'humanité de nouveaux délais pour la réalisation de leur chimérique idéal d'harmonie sociale.

En face de cette manoeuvre comment se définit un parti révolutionnaire ? En ce qu'il sait identifier toute cette violence, la dénoncer comme contre-révolutionnaire et appuyer la seule violence qui puisse les supprimer toutes avant de se supprimer elle-même, celle du prolétariat.

Si ce critère appliqué à la social-démocratie en révèle définitivement le caractère conservateur, en quoi réside la difficulté de cataloguer de même le stalinisme comme force de soutien du système mondial bourgeois ? En ce qu'il se présente comme organisation anti-conformiste, qu'il se place dans le camp de la subversion sociale, allant jusqu'à appuyer l'action anti-constitutionnelle dans certains pays alors qu'il démontre par ailleurs collaborer à la gestion de l'Etat capitaliste et faire du socialisme le but d'une compétition pacifique entre les classes et entre les Etats.

Le rôle néfaste du stalinisme dans la classe ouvrière étant dument constaté et consigné, quelle est sa tare essentielle, celle sur laquelle doivent porter le plus durement nos griefs et se fonder l'enseignement politique de cette période historique ? Faut-il lui reprocher d'avoir fait preuve d'éclectisme politique ou d'avoir abusé de l'autorité qui lui concédait la disposition du pouvoir d'Etat ? A-t-il pêché par abus de la violence ou par défaitisme devant les grandes forces internationales du capital?

Ainsi groupées ces questions, que notre "Appel" traite méthodiquement et sous forme de thèses, peuvent constituer l'ossature d'un examen succinct de ce texte, propre à en faciliter l'étude et à résumer sa conclusion générale : ce n'est pas l'arbitraire policier, le sadisme contre-révolutionnaire et les méthodes ignobles du stalinisme qui ont fait des partis de Moscou les instruments de la conservation capitaliste contre la menace de révolution mondiale, c'est le pacifisme social qu'ils ont implanté dans toutes les assises du mouvement ouvrier. Et celui-ci sortira de cette défaite, non pas en pillant son programme dans l'ethique, la morale et l'eclectisme idéologique de l'arsenal bourgeois mais en revenant à ses positions fondamentales sur la nécessité de la violence et de la dictature pour extirper le capitalisme.

o

o o

En 1950, année de la rédaction de notre "Appel", le monde entier vivait encore sous l'influence des terreurs de la " guerre froide". La détente internationale n'avait pas encore triomphé. Dédaigneux (pour quelques années encore) des avances russes en faveur de la "coexistence pacifique", l'Occident poursuivait sa violente campagne de dénigration de la "dictature soviétique" sans avoir besoin pour celà de renouveler les prétextes idéologiques qui avaient fait leur preuve lors de la guerre contre l'Allemagne et qui conservaient, appliqués à la rivalité nouvelle entre les Américains et les Russes, toute leur efficacité suggestive.

Fallait-il s'étonner que le prolétariat, impuissant et divisé, accepte sans étonnement ni indignation que les ex-alliés de la veille se rejettent l'un sur l'autre les griefs qu'ils avaient précédemment dirigés de concert sur le régime hitlérien? Que la Russie, saluée quelques années plus tôt comme le rempart de la civilisation contre la "barbarie nazie", soit dénoncée désormais comme le danger n° 1 de la démocratie et que le Kremlin déploie toute sa fureur contre "l'impérialisme yankee" pour les

intérêts duquel, sur tous les champs de bataille du monde, il avait immolé des millions de prolétaires ? Certainement pas si on tenait compte de l'état d'extrême faiblesse sociale des masses ouvrières dont l'énergie, réveillée par les années de misère qui avaient succédé à la paix avait été perdue dans des luttes sans issue et trahies d'avance. On ne se redresse pas si rapidement de vingt années d'abandons et de reculs.

D'ailleurs les mêmes forces politiques continuaient à diriger les organisations ouvrières et ne savaient, devant la menace - apparente ou réelle - de la guerre, qu'opposer une plate sollicitation de la paix, loyale et respectueuse de l'ordre établi, que proposer une utopique plateforme de reconciliation éternelle des blocs d'Etats.

Il n'est pas douteux que la propagande pacifiste des partis staliniste, qui tenaient la place la plus importante dans la " protestation contre la guerre ", répondait avant tout aux exigences de la stratégie russe. Mais outre que ce serait une grosse erreur de n'envisager que cet aspect de la propagande pacifiste et négliger la portée objective, l'influence idéologique sur les masses de cette stratégie, ce serait ignorer aussi que tout défaitisme de classe a toujours des causes plus profondes que la volonté et la décision des chefs opportunistes. L'erreur des "oppositionnels" de cette époque fut effectivement de croire que la revendication de la paix n'était pas suffisante uniquement parce qu'elle était dictée par les instruments de Moscou et qu'il suffirait de lui superposer quelque phraséologie classiste pour la rendre positive, voire pour en faire un tremplin d'agitation sociale.

En réalité, spéculer sur l'horreur que manifestent les masses ouvrières pour la guerre n'aboutit jamais à leur insuffler l'énergie de la révolte sociale mais au contraire n'a pour effet que de leur transfuser la panique qui s'empare des éléments de la petite bourgeoisie lorsqu'explosent les contradictions du mode de production auquel elles sont ligotées. Sur ce point comme sur tous ceux qui touchent aux réactions des foules c'est la présence ou l'absence d'un fort parti politique du prolétariat qui détermine le sens, révolutionnaire ou panicard, des menaces de destruction qui pèsent sur la société moderne.

Par quelque moyen que ce soit on ne peut suppléer à l'inexistence de l'organisation prolétarienne, ni par la propagande, ni par l'agitation, mais encore moins en faisant chorus

avec les démagogues et les opportunistes qui crient "Halte à la guerre " alors qu'ils en développent les conditions objectives et subjectives. Tout autre est la tâche qui s'impose aux militants révolutionnaires. Quand tout le mouvement international s'est écroulé et décomposé c'est à l'arme de la critique de refaire ses preuves pour frayer la voie à la crituque des armes. La gangrène opportuniste a substitué au programme révolutionnaire une plate copie du progressisme bourgeois. La "théorie" des actuels partis "ouvriers" n'est qu'une accomodation ignoble de l'idéologie démocratique à une politique de reculade et de démission dans la lutte intérieure et internationale. Dans leurs ripostes aux attaques de la propagande occidentale, Moscou et ses partis n'ont su que développer les mêmes platitudes de leurs concurrents d'outre-Atlantique et, de même qu'ils prétendaient, au nom du socialisme, rivaliser avec la production mercantile capitaliste des grands producteurs de l'ouest, ils veulent se proclamer plus démocrates, plus tolérants, plus éclectiques que les bourgeois de vieille date. Ainsi ils enfoncent plus profondément encore ces mensonges de la civilisation capitaliste que, depuis des décadés, bourgeois et serviteurs reconnus du capitalisme s'efforcent d'imprimer d'une encre indélébile dans les cerveaux des prolétaires. C'est donc là qu'il faut porter le fer rouge de la critique marxiste au lieu d'essayer de contourner les fortes positions que ce bourrage de crâne a déjà conquises chez les ouvriers, ou pire encore, de vouloir les orienter dans " un sens de classe ".

Les deux grandes trahisons historiques de la cause prolétarienne se signalent par un essentiel trait commun : l'apologie d'une forme de gouvernement de la société bourgeoise contre d'autres formes politiques de la même société, l'appui à des Etats capitalistes contre d'autres Etats capitalistes, le rejet de tous les pays du camp militaire opposé dans les ténèbres du passé et de la réaction. La première guerre mondiale fut lancée comme croisade contre le militarisme germanique, instrument de la conservation sociale monarchique. La seconde, conduite sous la bannière de l'antifascisme, fut également présentée comme une guerre juste, progressive en face d'un retour offensif du moyen âge, en face d'Etats définis comme réactionnaires par rapport aux démocraties bourgeoises. Tandis que les renégats justifiaient cette position par un reniement total de l'analyse conduite par Marx, lequel, depuis 1871 en Europe occidentale, déclarait la bourgeoisie ennemie n° 1 du prolétariat et les guerres nationales vidées de tout contenu progressif, une infame spéculation se développait, mettant à profit l'évidence du caractère toujours plus brutal et impitoyable des guerres modernes pour en imputer l'ex-

clusive responsabilité aux dirigeants des pays opposés. La prétendue " défense d'une forme historique et sociale progressive ", que les opportunistes invoquaient à l'appui de leur honteuse politique d'union sacrée, dégénérait rapidement en une formule grandiloquente et hypocrite de lutte pour le "salut de l'humanité" pour la défense de la civilisation contre la barbarie : hier contre la barbarie teutonne, puis contre la barbarie nazie, aujourd'hui contre la barbarie russe... demain peut-être contre la barbarie asiatique. La paix et la guerre, la civilisation et la barbarie, le progrès humain et le socialisme : sur ce vaste canevas, une effroyable dénaturation des termes s'accomplissait et se fondait en un homogène bourrage de crâne chauvin et belliciste. Liberté, démocratie, patrie et socialisme sont devenus, après le triomphe incontesté du réformisme et de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, des mots interchangeables auxquels il faudra redonner leur véritable signification sociale sous peine de réduire tous les efforts de redressement de la lutte prolétarienne à une vaine et trompeuse spéculation.

La barbarie est une forme d'organisation sociale - bien supérieure à la civilisation des sociétés de classe, du point de vue de la valeur morale et de l'honnêteté des rapports sociaux - mais non une aberration de la politique des Etats modernes, une systématisation monstrueuse de la brutalité et de la violence des sociétés industrielles et encore moins - comme dans l'acception de certain groupe " d'avant-garde" - une forme d'avenir du monde capitaliste. La démocratie, structure historique progressive par rapport au féodalisme et moteur politique et social de libération des forces productives dans les pays arriérés, est toujours et partout un système d'institutions qui masque et favorise la spoliation de la force de travail. La patrie, fronton idéologique de la bourgeoisie, révolutionnaire pour autant qu'elle s'inscrit dans des luttes et des guerres qui ont pour objectif de liquider la servitude de la glèbe, le droit personnel et l'étanchéité des ilôts productifs dans les formes pré-capitalistes, devient une suggestion trompeuse et conservatrice dès lors qu'historiquement la guerre des classes ne se déroule plus sur les frontières des Etats mais sur la frontière sociale entre prolétaires et détenteurs des moyens de production. Autour de ces définitions, fondamentales dans la théorie marxiste, se sont déroulés tous les combats de l'aile radicale et marxiste orthodoxe contre la déviation du révisionnisme réformiste, lequel a fini par se fondre dans les arguments classiques de l'apologie et de la justification d'une éternité du système bourgeois.

Mais il faut aussi rappeler ce que vaut la paix du monde moderne, c'est-à-dire la paix capitaliste. Ceci fut aussi l'objet de l'oeuvre rénovatrice du marxisme révolutionnaire menée par Lénine dans le premier quart du siècle. Pour trouver un mouvement en faveur de la paix qui ait un caractère véritable de classe il faut remonter jusqu'à la veille de la guerre de 1914 où syndicalistes et socialistes menacèrent la bourgeoisie de la grève générale si elle prenait la responsabilité de déclancher le conflit armé entre les Etats capitalistes. C'était une position de classe parce que position révolutionnaire. Depuis cette tentative valable - mais impuissante - d'épargner au prolétariat et à la population les misères et désastres du premier grand carnage mondial, la revendication de la "paix" ne fut jamais qu'une triste farce politique, incapable d'opposer le moindre obstacle au déchaînement de la folie meurtrière, mais toujours efficace pour cimenter chaque prolétariat à sa propre bourgeoisie. D'ailleurs pendant que quelques centaines de milliers de naïfs se rassemblent sous le signe de la colombe pacificatrice, sans se douter qu'en se berçant ainsi de leurs illusions, ils ne font pas varier d'une fraction infinitésimale la route jalonnée de morts et de destruction sur laquelle s'avance inexorablement la civilisation capitaliste, il y a toujours, dans quelque coin du globe, des lieux qu'ensanglante la guerre; sans parler des pays où la paix civique n'est autre chose que la guerre des classes déchaînée au seul profit des classes dominantes tant l'exploitation économique y est liée à la violence physique sur les travailleurs.

o

o o

Les falsifications de doctrine qui ont permis cette infection idéologique de la classe ouvrière - sous la forme de la soporifique aspiration à la paix universelle aussi bien que dans la belliqueuse et farouche défense du "sol de la patrie" - ne sont autres que celles qui ont toujours servi de toile de fond à la trahison opportuniste. Mais à dater de l'époque où elles se sont inscrites dans l'énorme imposture qui définit comme prolétarien et socialiste le régime des Staline et des Kroutchew elles ont atteint un degré extraordinaire de persuasion politique ce qui explique que les générations successives de critiques du mouvement dégénéré de Moscou n'aient jamais réussi à trancher correctement la délicate et complexe question de la nature sociale de la Russie staliniste et de ses acolytes occidentaux.

A mesure que les évènements surgissent qui contraignent

les chefs du Kremlin à dévoiler leur véritable jeu politique, la vérité tend à percer sur le caractère contre-révolutionnaire du pouvoir qui siège à Moscou et sur l'intense exploitation économique que masquent les insipides lithanies productivistes d'agents appointés. Cependant le sentiment de désapprobation qui s'est manifesté jusqu'au sein des partis staliniste occidentaux à la suite d'évènements comme la répression sanglante de Budapest n'en laisse pas moins intacte la notion de "communiste" appliquée à la Russie et aux organisations sous son obédience. De telles réactions n'engendrent donc que des désirs de réforme à l'adresse du système stalinisme et de sa politique (et ce d'autant plus que les expériences du titisme et du gromulkisme apparaissent comme des preuves de la possibilité d'un "socialisme" moins "brutal" moins "autoritaire" que celui de Moscou). Elles ne suscitent donc pas la condamnation de la monstrueuse formule du "socialisme national". Bien plus, sur le plan idéologique elles rapprochent davantage encore la confusion d'idées qui dominent l'ensemble du mouvement ouvrier des postulats fondamentaux de son adversaire : la liberté et la démocratie.

Ce phénomène démontre combien nous avions raison, au moment de la publication de notre "Appel", d'insister sur le danger que représentent les critiques démocratiques à l'adresse du système russe. Le principal résultat des coups de théâtre politiques qui ont suivi la mort de Staline n'a été, en somme, que de rassurer les préjugés petits-bourgeois des "progressistes" occidentaux. La superstition sur le caractère socialiste de la Russie et des pays qui s'inspirent de son exemple politique sort accrue et non dissipée de l'ahurissante suite des révélations et de réhabilitations qui ont émaillé le dernier congrès du P.C. Russe. En s'en rendant compte on comprendra que notre méthode - qui consistait à rejeter tout critère directement ou non inspiré par les préjugés bourgeois de justice et de liberté - était la bonne puisqu'elle nous a permis de définir des caractères économiques et politiques qui survivent à la disparition des phénomènes qui monopolisaient l'attention au moment où le monde occidental était subjugué par la puissance policière du système russe et terrorisé par la férocité de son chef aujourd'hui vilipendié. Pour comprendre l'importance et la portée de notre texte, passé inaperçu à cette époque comme il peut encore l'être aujourd'hui, il faut tenir compte de ce que la position que nous avons prise à l'égard de la nature de la Russie et de son régime politique fut formulée avant que l'évolution interne de la politique soviétique et les modifications apportées à l'organisation de son économie ne viennent apporter une preuve évidente du caractère capitaliste que nous lui dénoncions. De plus il faut surtout

tenir compte que c'est en fonction de critères politiques bien définis que nous avons effectué cette identification économique et sociale et maintenu une condamnation politique qui remonte aux premiers actes de la déviation opportuniste de l'Internationale de Moscou. Sur cette base théorique et expérimentale solide nous nous sommes refusés à devenir, comme ce fut le cas de la plupart des oppositionnels, les victimes des apparences de la politique et notamment de cette spéculation staliniste à la lutte sociale qui lui fit quelquefois diriger de véritables actes anti-gouvernementaux et aller, dans la Tchechoslovaquie de 1948, jusqu'au coup d'Etat. Nous avons résolument refusé le dilemme dans lequel tombaient tous les anti-stalinistes:comment un parti qui trahit et abandonne outrageusement la lutte prolétarienne peut-il quand même jouer un rôle subversif? Les choses n'étaient pas en effet toujours aussi claires qu'à Berlin ou à Budapest où l'armée russe mitraillait les ouvriers. Nombreux étaient les militants d'avant-garde qui demeuraient perplexes devant cette question... lorsqu' ils n'abondaient pas dans cette explication simpliste: le stalinisme, ni prolétarien ni bourgeois mais au service d'une nouvelle classe.

Si sur ce point la moindre incertitude avait été fondée, ce n'est pas simplement notre acquis politique, ni même la grande ligne léniniste qui aurait été faux mais le marxisme tout entier. Nous avons soutenu qu'il s'avère que l'économie russe n'est pas socialiste mais capitaliste, comme nous le savions depuis longtemps, elle doit reproduire les phénomènes essentiels de superstructure qui se sont toujours historiquement vérifiés dans ce système de production. Les plus impudents des inovateurs nés de l'antistalinisme, ceux que nous pourrions appeler les "théoriciens de la facilité", ont parlé, pour la Russie actuelle, d'un capitalisme " nouveau", invulnérable aux crises classiques grâce à la planification supérieure de son économie et à la culture "marxiste" de sa bureaucratie. Ils y voyaient l'assise économique et sociale d'une classe originale, tout à la fois capable de combattre la bourgeoisie et de brimer le prolétariat. Ils ont fait en somme du stalinisme un phénomène monstrueux irréductible aux données du matérialisme historique, une absurdité et un paradoxe puisqu'il réussissait à la fois à révolutionner la société et à opprimer la principale de ses formes productives.

Nous y avons opposé la formule classique de toute révolution sociale, produit de la révolte des forces productives contre la superstructure politique de la société. A l'échelle internationale où la révolution sociale déterminante est celle du pro-

létariat contre la bourgeoisie capitaliste, le stalinisme est essentiellement une force contre-révolutionnaire. Mais dans les immenses secteurs géographiques où le capitalisme n'est pas pleinement développé et où la constitution d'Etats nationaux est sa condition primordiale, le romantisme politique attardé de l'école de Moscou peut très bien jouer le rôle de pourvoyeur de cadres politiques et militaires et d'inspirateur d'un "digest" de faux socialisme désormais imité même par les partis autonomes des bourgeoisies locales. Il n'y s'agit en effet que de révolutions nationales-démocratiques - donc capitalistes - pour lesquelles la même idéologie qui a permis au pouvoir soviétique de poursuivre l'exptirpation des rapports pré-capitalistes en Russie et d'y masquer au prolétariat que ce n'était là que le premier objectif de la double-révolution de Lénine et non l'instauration d'une économie socialiste, demeure valable et efficace.

Il n'y a pas de contradiction à ce que les liquidateurs de la perspective de la révolution prolétarienne deviennent les artisans de certaines des révolutions capitalistes des pays arriérés. Mais les staliniste d'Orient et d'Extrême-Orient poursuivent une politique qui n'a rien de commun avec celle que Lénine préconisait : non seulement ils ne font rien pour combattre l'idéologie nationale et démocratique -(comme Marx le préconisait dans tous les pays et époques où le prolétariat doit appuyer de telles révolutions) mais encore ils en dissimulent le véritable caractère sous une phraséologie pseudo-socialiste. Non seulement ils ne préparent pas le prolétariat de ces pays à se retourner ultérieurement contre leur propre bourgeoisie mais ils en préviennent toute possibilité en fusionnant les organisations ouvrières avec celles des classes appelées à prendre le pouvoir. Enfin, à l'instar de ces classes qui, dans la plupart des cas ont composé avec l'Impérialisme, ils ne sont entrés en lutte ouverte contre lui que contraints et forcés: dans ces pays c'est la situation objective qui fut révolutionnaire avant les forces politiques qui ont pris en mains la direction des mouvements de révolte. D'ailleurs - et c'est là ce qui détermine inexorablement le véritable caractère politique et social du stalinisme - l'attitude de ses partis dans les métropoles est fondée sur une stratégie de complète paix sociale et par suite la grande condition de la radicalisation internationale des mouvements des peuples des pays arriérés fait entièrement défaut : en deça comme au-delà des mers les staliniste sont d'exclusifs serviteurs du système bourgeois.

o

o o

Considéré sous l'angle de sa dépravation idéologique, et non pas sous celui de l'influence qu'il peut exercer et qui demeure dérisoire, l'antistalinisme est pire que le stalinisme.

Ce dernier, durant de longues années a laissé croire à ses partisans qu'il n'hésiterait pas à recourir à la lutte armée contre les pouvoirs capitalistes d'occident. Ce n'était là qu'une fanfaronnade, nécessaire pour sauvegarder le contrôle du parti sur l'aile la plus combattive de la classe ouvrière, importante à cette époque. Par la suite, les revirements de la politique de Moscou, et notamment les fameuses déclarations de Kroutchew sur les "voies nationales" du socialisme, ont montré que le Kremlin avait ouvertement et définitivement renoncé à cette propagande.

Mais les antistalinistes, c'est par principe eux, qu'ils refusent la violence subversive et la dictature du prolétariat. Leur grand argument ils le puisent dans l'exemple de la férocité de la contre-révolution stalinienne, de même qu'ils condamnent le principe du centralisme dans le parti en invoquant le système quasi-policier des organisations moscovites et qu'ils rejettent toute rigueur doctrinale pour se garder du "dogmatisme" qu'ils attribuent - à tort - à Staline.

Mais toutes ces positions ont en réalité une autre cause: elles sont dictées par la faillite de leur conviction révolutionnaire. Ils craignent l'insurrection armée des masses, ils redoutent qu'elles servent autre chose que le socialisme si on ne les tempère pas d'un peu de démocratisme. Ils ne sont plus capables de distinguer entre la violence révolutionnaire et la violence conservatrice. Il n'y a plus pour eux que la violence tout court même s'ils n'ont pas conscience de ce fait et se le dissimulent sous des considérations pseudo-généreuses au sujet de la "volonté de la base", de la "démocratie interne", du "droit à la libre discussion",etc... ces arguments qui n'ont d'autre objet que d'empêcher l'organisation de classe et le pouvoir de classe d'être les instruments homogènes, incisifs et impitoyables, indispensables à une véritable transformation révolutionnaire de la société.

o

o o

Longtemps après qu'elle ait triomphé, la contre-révolution qui a fait des Staline et consorts des chefs d'Etat continue son oeuvre désormais souterraine de désarmement du prolétariat. Plus néfaste encore qu'à l'époque où elle massacrait ses militants, elle reproduit chez ceux qui n'ont pas la force de rompre intégralement avec toute une phase de dégénérescence politique la même aberration que continue à propager son appareil officile de propagande: la concpetion du socialisme comme produit du pacifisme social.

Dans leurs bouches et plus encore dans celles de leurs "dissidents" l'horreur que suscite sa violence sert à bannir jusqu'à l'idée de la violence dans l'avant-garde de la classe révolutionnaire. Elle en égare les militants dans les méandres des demi-mesures, de l'éclectisme et des compromis. Elle les incite, en dernier ressort, à reprendre à leur compte l'hypocrite condamnation que formule à l'adresse des brutalités du jeune capitalisme russe le vieux capitalisme d'occident, et par là à participer involontairement à l'entretien de ce faux dualisme de systèmes politiques qui, en réalité sont de même nature sociale parce que fondés sur d'identiques rapports de production.

Le prolétariat devra renvoyer dos à dos ces faux adversaires qu'il s'expose à voir unis chaque fois qu'il s'élancera sur sa voie propre et dont il ne viendra à bout que s'il sait retrouver ses armes théoriques et politiques, son parti et son programme. Le texte qui suit est une proposition dans ce sens, un Appel sans doute à tous les révolutionnaires sincères mais aussi une exclusive, l'exclusive sur tout ce qui pourrait reconduire dans la future organisation prolétarienne les erreurs et trahisons du passé.

C'est une illusion insensée que de croire que les capitalistes se soumettraient de bon gré au verdict socialiste d'un parlement ou d'une assemblée nationale, qu'ils renonceraient tranquillement à la propriété, aux bénéfices, à leur privilège d'exploitation. Toutes les classes dirigeantes ont lutté, jusqu'à présent, avec la dernière énergie pour leurs privilèges. Les patriciens romains, de même que les barons féodaux du moyen-âge; les chevaliers anglais, de même que les marchands d'esclaves américains; les boyards valaques, de même que les fabricants de soie de Lyon; tous ont versé des torrents de sang, enjambé les cadavres, semé les meurtres et les incendies, provoqué les guerres civiles et les trahisons d'Etat pour défendre leurs privilèges et leur pouvoir.

La classe capitaliste impérialiste, en sa qualité de dernier rejeton de la classe des exploiteurs, dépasse tous ses prédecesseurs en brutalité, en cynisme et en bassesse. Elle défendra son Saint des Saints, ses bénéfices et ses privilèges d'exploitation du bec et des ongles, par toutes les méthodes de froide cruauté dont elle a fait preuve dans toute l'histoire de sa politique coloniale et de la dernière guerre mondiale. Elle mettra en branle ciel et enfer contre le prolétariat. Elle mobilisera les campagnes contre les villes, elle excitera les couches retardées des ouvriers contre l'avant-garde socialiste, elle organisera des massacres avec l'aide des officiers, elle cherchera à paralyser toutes les mesures socialistes par mille moyens de résistance passive, elle soulèvera contre la révolution une vingtaine de Vendées, elle invoquera pour son salut l'invasion étrangère, le fer exterminateur de Clémenceau, de Lloyd George et de Wilson. Elle préfèrera transformer le pays en montagnes de ruines fumantes plutôt que de renoncer de bon gré à l'esclavage salarié.

ROSA LUXEMBURG (Que veut l'Union de Spartakus ?)

APPEL POUR LA REORGANISATION INTERNATIONALE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MARXISTE.

LA TERRIBLE CRISE DU MOUVEMENT PROLETARIEN.

Le mouvement organisé des classes ouvrières de tous les pays du monde est aujourd'hui pratiquement dominé par deux forces, exprimant ensemble de longs et graves processus de désagrégation et de défaite.

L'une d'elles est le socialisme démocratique traditionnel, qui affirme un programme de collaboration sociale et politique, conçoit des rapports pacifiques entre les classes, enferme la défense des intérêts ouvriers dans le cadre de la constitution, rejette par principe l'emploi de la violence et de la dictature prolétarienne, leur substituant une graduelle évolution de l'économie privée vers le socialisme.

L'autre force dominante est celle des partis liés au gouvernement qui exerce le pouvoir en Russie. Elle proclame ce dernier " pouvoir ouvrier de classe"; elle affirme que l'action de ce pouvoir, comme la sienne propre, est cohérente et en accord avec le communisme révolutionnaire défini par Marx et Lénine, et qu'elle se trouve dans la ligne de la grande victoire de la Révolution d'Octobre 1917.

Cette deuxième force du mouvement ouvrier prétend ne pas rejeter par principe les méthodes de l'insurrection, de la dictature du terrorisme. Mais en même temps, elle soutient qu'il convient d'adopter, dans les pays capitalistes, non seulement des méthodes d'action, mais encore des revendications et des postulats de propagande qui peuvent être partagés par des classes possédantes et non prolétariennes, tels, la possibilité de la coexistence pacifique de classes sociales aux intérêts opposés dans le cadre des institutions; la démocratie élective et parlementaire; le bien-être du peuple et de la nation; l'avenir et le destin de la patrie.....

Plusieurs conditions seraient nécessaires à l'application d'une telle politique - identique à celle de la social-démocratie.

Il faudrait que la paix règne entre le gouvernement russe et les gouvernements des pays bourgeois; il faudrait que les travailleurs du monde entier reconnaissent que le salut du pouvoir russe est la garantie de leur avenir de classe contre l'exploitation capitaliste, la prémisse et la promesse du socialisme dans le monde; et, dans le même temps, il faudrait que les travailleurs comme les bourgeois reconnaissent que ce pouvoir peut coexister - dans des rapports permanents, normaux et pacifiques - avec les puissances capitalistes, dans une perspective infinie. Ce mirage se définit par la vieille et vulgaire formule bourgeoise et démocratique de la "non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats" et par la nouvelle formule, plus stupide encore, de l'"émulation" entre le socialisme et le capitalisme.

La criante contradiction de ces positions historiques détermine de temps en temps des réactions dans les rangs de la classe ouvrière; jusqu'à présent ce ne sont que des réactions limitées et incertaines, mais elles iront s'accentuant, sans aucun doute.

La propagande incessante, habile et bien orchestrée, qui, selon les ambiances sociales où elle s'exerce, joue sur une confusion artificielle, sur une inversion entre les objectifs lointains et les objectifs immédiats, entre les expédients stratégiques et les positions de principe, réussit de moins en moins à dissimuler ces contre-sens et ces mensonges.

Convaincre les capitalistes qu'ils peuvent très bien laisser vivre le régime russe sans que celui-ci les attaque militairement ou fomente dans leur pays la révolte sociale, ne peut avoir d'autre sens que celui de les convaincre qu'il n'est pas un régime prolétarien et anti-capitaliste, et d'autre conséquence que celle de rendre toujours plus claire une telle vérité.

Convaincre les travailleurs qu'il leur est possible d'abandonner, dans les pays bourgeois, la concentration de leurs forces pour la préparation de l'insurrection et la tâche de destruction de la machine économique, administrative et politique de leur pays, peut favoriser d'amples recrutements dans les couches sociales qui fournissent à la social-démocratie ses adhérents habituels mais cela n'a pas d'effet sur les ouvriers les plus avancés, sinon au travers de la perspective qu'une guerre générale entre les Etats et les armées peut conduire à la conquête du pouvoir de classe, rôle que Marx et Lénine assignaient à la guerre civile. Dans l'hypothèse du déclenchement d'une telle guerre, de quelque côté qu'en

vienne l'initiative, les staliniens promettent à ces groupes d'ouvriers avancés, l'utilisation de toutes les actions internes, illégales et défaitistes, appuyant leurs vaines promesses sur le fait que ce mouvement de "Partisans" pourrait compter, non seulement sur ses propres forces, mais aussi sur le soutien d'une action parallèle d'un parfait appareil militaire moderne.

Quant à l'autre partie de leurs fidèles - l'énorme majorité, évidemment - elle est composée de travailleurs sans formation révolutionnaire, d'artisans, de petits propriétaires ruraux, de petits et moyens bourgeois du commerce et de l'industrie, d'employés et de fonctionnaires, d'intellectuels et de politiciens professionnels (couches sociales auxquelles ils adressent d'incessants appels, leur offrant jusqu'à l'union sacrée, non seulement avec les classes possédantes, mais encore avec les partis bourgeois qu'ils qualifient eux-mêmes de partis réactionnaires et de droite). Les staliniens leur promettent un avenir de paix intérieure aussi bien qu'universelle; de tolérance démocratique envers n'importe quel parti, organisation ou confession; de progrès économique sans heurts et sans spoliations des possédants; de bien-être identique pour toutes les catégories sociales. Mais ils peuvent toujours moins justifier, aux yeux de cette masse, le dur système totalitaire et policier existant en Russie et dans les pays où ils exercent eux-mêmes le pouvoir d'Etat.

Ce processus de dégénerescence du mouvement prolétarien de même qu'il a dépassé en profondeur celui de l'opportunisme révisionniste et chauvin de la Seconde Internationale, le dépassera également en durée. Le début de cet opportunisme moderne peut être fixé, au plus tard, en 1928; celui de la Seconde Internationale atteignait le point culminant de son cycle dans la décade de 1912 - 22 .

LES PREMIERS SYMPTOMES D'UNE REACTION AU STALINISME.

Ces derniers temps se sont révélés, comme manifestations d'impatience vis-à-vis de l'opportunisme stalinien, des désaccords de militants et de groupes qui apparaissent sur la scène politique de divers pays en proclamant qu'ils veulent retourner sur le terrain de la doctrine de Marx et de Lénine, des thèses de la Troisième Internationale à sa fondation, et qui dénoncent la trahison complète de ces principes par les staliniens.

Pourtant la plupart de ces scissions ne peuvent être

accueillies comme d'utiles résultats d'un regroupement, sur des positions réellement de classe, d'une avant-garde même très réduite du prolétariat. Nombre de ces groupes, par suite de l'insuffisance de leur préparation théorique, de leur origine, de la nature même de la critique qu'ils font de l'activité actuelle et passée du stalinisme, montrent qu'ils sont influencés plus ou moins directement par les manoeuvres politiques émanant des puissances impérialistes d'Occident et leur envahissante et hypocrite propagande de libéralisme et d'humanisme.

Les tentatives de ce genre sont plus dangereuses en ce qu'elles peuvent être suivies par des militants inavertis, que dans la mesure où elles exprimeraient l'oeuvre souterraine des agents secrets de l'impérialisme. Mais la responsabilité historique fondamentale de l'une ou de l'autre de ces possibilités de succès d'un défaitisme contre-révolutionnaire incombe entièrement à l'opportunisme stalinien, à ce qu'il accrédite sur une très vaste échelle toutes les idéologies et tous les postulats bourgeois, à ce qu'il travaille désespérément à effacer de toutes les formes du mouvement ouvrier les ressources d'autonomie, d'indépendance, d'auto-défense de classe, que Marx et Lénine ont toujours placées au premier plan.

Ce cours confus et défavorable de la lutte prolétarienne, coïncidant avec l'augmentation irrésistible de l'industrialisation hautement concentrée - tant en intensité, dans les pays d'origine, qu'en impétueuse extension dans tout le monde habité - renforce encore l'offensive par laquelle la plus grande force de l'impérialisme, l'Amérique, tend, selon la nature et la nécessite de toute grande concentration métropolitaine de capital, de forces de production et de puissance, à assujettir, en brisant les obstacles sociaux et territoriaux, les masses du monde entier à son exploitation et à son oppression. Dans la mesure même où ils ont quitté une lutte à des fins internationales pour une lutte aux fins nationales déterminées par le centre militaire et étatique russe, les staliniens deviendront toujours plus impuissants à conduire l'une ou l'autre, et toujours plus complices de l'impérialisme occidental, ainsi qu'ils l'ont été ouvertement au cours de leur alliance de guerre.

En accord avec la position marxiste qui a toujours vu le premier ennemi dans les grands pouvoirs des pays super-industrialisés et super-colonialistes du monde, contre lesquels seule la révolution prolétarienne a des chances de victoire, les communistes de la Gauche Italienne adressent aujourd'hui un appel aux

groupes ouvriers révolutionnaires de tous les pays pour les inviter, en reprenant un long et difficile chemin, à accomplir un grand effort en vue de se rassembler internationalement sur une stricte base de classe, en dénonçant et en repoussant tout groupe influencé, même de façon partielle ou indirecte, par les suggestions et le conformisme philistin des propagandes qui infestent le monde et qui émanent de forces militaires, étatiques et policières, aujourd'hui universellement constituées.

La réorganisation d'une avant-garde internationale ne peut s'effectuer que dans une absolue homogénéité de vues et d'orientation; le Parti Communiste Internationaliste propose aux camarades de tous les pays les lignes directrices suivantes :

I.- REVENDICATION DES ARMES DE LA REVOLUTION : VIOLENCE - DICTATURE - TERREUR.

Pour les marxistes révolutionnaires la connaissance d'actes, même contrôlables ou contrôlés, de coërcition, de cruauté ou de violence au préjudice d'individus ou de groupes, n'est pas en elle-même un élément décisif de condamnation du stalinisme ou de tout autre régime. Les manifestations de contrainte, même aussi cruelles, constituent une superstructure inséparable de toute société basée sur la division en classes. Le marxisme naît de l'exclusion des soi-disant "valeurs" d'une civilisation commune aux classes en lutte, d'une négation des règles de "fair-play" communes aux antagonistes et qui devraient discipliner les formes dans lesquelles ces derniers doivent s'affronter et s'égorger. Légale ou illégale, toute mutilation , toute atteinte à la "personne humaine" ne peut être tranchée en incriminant les responsabilités individuelles des instruments d'exécution, ou de ceux qui les dirigent, mais en luttant pour l'éviction révolutionnaire de toute division en classes. Et ce serait le plus imbécile des mouvements révolutionnaires, surtout dans l'actuelle phase d'évolution toujours plus atroce, plus cruelle et super-militariste du capitalisme, celui qui poserait des conditions et des limites de générosité à ses moyens d'action.

II.- RUPTURE COMPLETE AVEC LA TRADITION DES ALLIANCES DE GUERRE, DES FRONTS DE PARTISANS ET DES "LIBERATIONS NATIONALES" .

La condamnation irrévocable du stalinisme découle précisément de l'abandon et de la négation de ces principes fondamentaux

du communisme, qu'il a consommés en jetant toutes les forces qui le suivaient dans la guerre fratricide qui séparait les prolétaires en deux camps impérialistes, en renforçant à fond la propagande ignominieuse du groupe avec lequel il s'alliait à travers des accords d'Etat à Etat. Ce groupe capitaliste, en rien meilleur que celui d'en face, déguisant ses convoitises impérialistes démasquées depuis des décades par la critique marxiste et léniniste - soutenait justement que ce qui le distinguait du groupe adverse, c'était le respect des méthodes "civilisées" de la guerre. Il soutenait en effet que, s'il devait bombarder, "atomiser", envahir et, finalement, user de la pendaison après une agonie raffinée, ce n'était pas pour défendre ses propres intérêts, mais pour restaurer les valeurs morales de la civilisation, de la liberté humaine, suprêmement offensées.....

Le léninisme fut la réponse à l'asservissement du prolétariat à ce même horrible mensonge qui , en 1914, vit les traitres de l'Internationale proclamer l'alliance patriotique contre le fantoche de la "barbarie" teutonique ou tsariste.

Mais le même monsonge fut à la base de l'adhésion à la guerre des impérialistes occidentaux contre la nouvelle "barbarie" nazie ou fasciste, et la même trahison fut le contenu de l'alliance conclue entre l'Etat russe et les Etats capitalistes, en premier lieu avec les nazis eux-mêmes, ensuite entre les partis ouvriers et les partis bourgeois en vue de mener la guerre. Ces mensonges et ces trahisons sont aujourd'hui historiquement démontrés; en effet, les Russes dénoncent les Américains comme agresseurs et fascistes, alors que ces derniers en font autant des Russes; d'autre part les Russes admettent que si les Américains avaient pu employer la bombe atomique - non encore prête en 1941 - pour massacrer l'Europe, ils l'auraient fait plutôt que d'employer à la même tâche les armées dans lesquelles étaient mobilisés les travailleurs russes.

Il est exact que le marxisme recherche - et a toujours recherché - l'origine de tout conflit entre les Etats, les groupes et fractions de la bourgeoisie, en lutte incessante, et en tire des déductions et des prévisions historiques. Mais toute conception qui oppose une aile civilisée du capitalisme à une autre aile barbare du même système est une véritable négation du marxisme. En effet, d'un point de vue déterministe, la victoire de celle des parties en lutte qui attaque, agresse ou use des méthodes les plus âpres de combat, peut fort bien avoir des effets et des conséquences plus utiles au prolétariat que l'alternative contraire. La

Barbarie était l'état primitif de l'humanité dont les communautés humaines durent sortir par suite de l'indispensable développement de la technique productive; mais l'homme paya ce passage en subissant les infâmies infinies de la Civilisation de classe et les souffrances de l'exploitation esclavagiste, terrienne, industrielle.

La condamnation au même titre de toute tradition liée, tant à la politique social-chauvine de 1914-18, qu'à celle de 1940-45 d'alliance de guerre, de fronts populaires, de résistance maquisarde, de libération nationale, est donc une condition fondamentale pour le renouveau du mouvement révolutionnaire international.

III - NEGATION HISTORIQUE DU PACIFISME, DU FEDERALISME ENTRE LES ETATS ET DE LA "DEFENSE NATIONALE".

Dans la perspective d'une nouvelle guerre, la ligne maîtresse de la position marxiste est celle de Lénine, selon lequel, depuis l'époque de la Commune de Paris, les guerres des grandes puissances sont impérialistes, la période historique des guerres et des insurrections de systématisation nationale dans les pays bourgeois étant désormais close. Par là même toute alliance de classe à l'occasion et aux fins de guerre, toute suspension, pour motif de guerre, de l'opposition et de la pression de classe, constituent autant de trahisons de la cause du prolétariat. Et pour Lénine les révoltes coloniales des masses de couleur contre l'impérialisme et les mouvements nationaux dans les pays arriérés n'ont de portée révolutionnaire, dans cette phase moderne du capitalisme, qu'à la condition que dans les métropoles la lutte de classe ne soit jamais suspendue, qu'elle ne perde jamais son lien avec l'objectif international du prolétariat, quelle que soit la politique extérieure de l'Etat, lequel demeure le véritable ennemi interne de la classe ouvrière de chaque pays.

Dans cette conception, et plus encore après la formidable confirmation que la guerre mondiale numéro deux a donnée aux prévisions si explicites des thèses et résolutions de la Troisième Internationale à l'époque de la mort de Lénine, la période des guerres impérialistes ne pourra se clore qu'avec la chute du capitalisme.

Le parti révolutionnaire du prolétariat doit donc nier toute possibilité de règlement pacifique des conflits impérialistes

il doit combattre âprement le mensonge contenu dans les propositions de fédération, de ligue, d'association entre les Etats, qui prétendraient pouvoir empêcher les conflits grâce à la disposition d'une force internationale armée pour réprimer " qui provoquerait la guerre ".

En accord avec les principes de Marx et de Lénine, qui, sans méconnaître la riche complexité des rapports entre guerres et révolutions, condamnaient néanmoins, au titre de tromperie idéaliste et bourgeoise, toute captieuse distinction entre "agresseur" et "agressé" dans la guerre entre les états, les prolétaires révolutionnaires voient dans toutes les institutions supra-étatiques uniquement une ressource et une force de répression pour la conservation du capitalisme, dans leurs corps armés, une police de classe et une garde contre-révolutionnaire.

Le rejet sans réserve de toute équivoque basée sur l'apologie du pacifisme et sur la sotte formule de la condamnation et de la revendication de sanctions contre l'"agresseur" est donc caractéristique des communistes internationalistes.

IV - CONDAMNATION DES PROGRAMMES SOCIAUX COMMUNS ET DES FRONTS POLITIQUES AVEC LES CLASSES NON SALARIEES.

C'est une tradition de l'opposition de gauche dans de nombreux groupes - et qui remonte aux premières erreurs de tactique de la Troisième Internationale, il y a trente ans - de rejeter la fausse position des méthodes d'agitation, assez mal qualifiées de méthodes bolcheviques.

Surtout lorsque l'élimination de toute institution et de tout pouvoir féodaux est un fait accompli et irrévocable, il n'est pas possible d'oeuvrer dans le sens du heurt final entre prolétariat et bourgeoisie, de l'instauration d'un pouvoir ouvrier, de la dictature rouge dans tous les pays, de la terreur politique et de l'expropriation économique appliquées aux classes privilégiées de tous les pays, et, en même temps, de taire, à des moments donnés et dans des situations déterminées, un tel programme, propre au communisme, et à lui seul.

C'est une illusion que de croire conquérir les masses plus rapidement en substituant à ces postulats de classe des consignes d'agitation à effet populaire, de même que c'est une illu-

sion défaitiste que de se fier à la garantie bien connue selon laquelle les chefs de la manoeuvre n'en sont pas dupes eux-mêmes; dans le meilleur des cas c'est un pur non sens.

Toutes les fois que le contenu central (que l'on prétend n'être que transitoire) de la manoeuvre politique a été le front unitaire avec les partis opportunistes, les revendications de démocratie, de paix, d'un populariśme aclassiste, et pire même, de solidarité nationale et patriorique, il ne s'agissait pas, en fait, de monter d'habiles scénarii qui, abandonnés au moment opportun, auraient révélé au grand jour une plus nombreuse phalange de soldats de la Révolution, prompte à fondre même sur les transitoires alliés de la veille, en affaiblissant ainsi le front ennemi. Au contraire, il est toujours arrivé que les masses, les militants et les chefs, sont devenus incapables d'action de classe; et les organisations, les cadres, progressivement désarmés et domestiqués sont devenus aptes, par leur préparation idéologique et fonctionnelle, à agir comme instruments de la bourgeoisie dominante, et comme ses meilleurs instruments.

Ce résultats historique ne se fonde plus désormais sur la seule critique doctrinale, mais découle de la terrible expérience historique, payée à très cher prix, de trente ans de faillite des forces révolutionnaires.

Le parti révolutionnaire ne tentera donc jamais une plus grande conquête quantitative des masses par l'emploi de revendications susceptibles d'être adoptées par les classes non prolétariennes et socialement hybrides.

Ce critère distinctif de base ne vise pas les revendications immédiates et particulières qui surgissent, sur le plan économique, du concret antagonisme d'intérêts entre salariés et patrons; mais il s'oppose aux revendications aclassistes et interclassistes, surtout sur le plan général de la politique d'un pays et de tous les pays. Ce critère, duquel découle la critique du front unique politique, celle du mot d'ordre de gouvenrment ouvrier, de front populaire, de front démocratique, établit une délimitation entre le mouvement que nous défendons et celui qui s'intitule trotskyste de la Quatrième Internationale; notre mouvement se sépare de même de toutes les versions voisines qui, sous une forme nouvelle, rénovent le mot d'ordre de la dégénérescence révisionniste : "la fin est rien, le mouvement est tout", et préconisent ainsi des agitations vides de tout contenu.

V - PROCLAMATION DU CARACTERE CAPITALISTE DE LA STRUCTURE SOCIALE RUSSE.

La façon dont se sont développées l'économie, la législation et l'administration depuis environ trente ans, non moins que la criante répression et extermination du noyau révolutionnaire bolchevick (qui a durement payé la faute d'avoir laissé transformer le solide parti d'avant-garde communiste en une pléthorique masse amorphe, passive et incapable de contrôler ses propres engrenages de direction et d'exécution) donne la preuve historique que la révolution ouvrière peut succomber, non seulement dans une sanglante guerre civile - comme ce fut le cas à Paris en 1871 - mais encore par la voie d'une progressive dégénérescence.

Le caractère monétaire et mercantile de la partie prédominante du tissu économique russe, en rien diminué par l'étatisation des grands services et des industries - analogue à celle des grands pays de pur capitalisme - nous met en présence, non pas d'un Etat ouvrier menacé de dégénérescence ou en cours de dégénérescence, mais bien d'un Etat entièrement dégénéré, au sein duquel le prolétariat n'a plus le pouvoir. Ce pouvoir est exercé par une coalition, hybride et complexe, des intérêts internes des classes petites bourgeoises, semi-bourgeoises et des entrepreneurs dissimulés, ainsi que des intérêts des classes capitalistes internationales. Une telle convergence n'est contrariée qu'en apparence seulement par l'existence d'un "rideau de fer" policier et commercial.

CONCLUSION

DESAVEU DE TOUT APPUI AU MILITARISME IMPERIAL RUSSE : DEFAITISME CATEGORIQUE CONTRE CELUI DE L' AMERIQUE .

En conséquence une guerre qui semblerait extérieurement arrêter (comme semblent le faire toutes les guerres) un semblable processus d'entente entre les classes privilégiées des divers pays en vue de l'administration du monde, ne sera pas la guerre révolutionnaire au sens où l'entendait Lénine, c'est-à-dire une guerre pour la protection et la diffusion du pouvoir prolétarien dans le monde. Une telle éventualité historique - qui n'est d'ailleurs pas à l'ordre du jour - ne comporterait jamais la justification du bloc militaire dans un quelconque pays. Et cela, avant tout

parce que les Etats révolutionnaires, en tant que tels, ne pourront trouver d'alliés dans le camp bourgeois (comme ce fut le cas à la fin de la première guerre mondiale). Mais également parce que dans une telle hypothèse, un fort parti communiste international serait conduit à répartir les attaques contre le ppuvoir bourgeois en lançant toutes ses sections en vue d'arrêter les expéditions militaires "punitives" organisées par le capitalisme mondial contre les pays révolutionnaires, et à obtenir des travailleurs mobilisés et armés dans ce but qu'ils retournent leurs armes.

- Dans tous les cas d'offensives moins développées, de moindre potentiel de lutte, tout mouvement révolutionnaire maintiendra, à plus forte raison, partout et sans réserve, une orientation anti-bourgeoise et anti-étatique.

Les communistes savent que les expéditions punitives anti-prolétariennes du capitalisme ne peuvent être arrêtées que d'une seule façon: par la destruction de ce dernier. Et on ne parviendra à le détruire qu'en maintenant l'avant-garde de classe sur le pied de guerre.

Le désarmement, même transitoire, soit idéologique, soit organisatif ou matériel, de l'orientation de classe, est donc toujours une trahison. Aucune liberté de la pratiquer ne peut être consentie à la centrale du mouvement communiste, quelque ferme que doive être la discipline qui lui laisse le choix des moments et des mouvements sur tout le front du parti. Tout parti et tout groupe qui accepterait un tel désarmement, surtout lorsqu'il se prétend ouvrier, communiste ou socialiste, est le premier ennemi à combattre et à abattre, car c'est proprement son existence et son fonctionnement qui retardent la catastrophe du régime bourgeois, prévue par Marx et Engels, et attendue avec conviction par tous les révolutionnaires marxistes.

La stratégie politique complètement opposée qu'appliquèrent, durant la dernière guerre les résidus de l'Internationale Communiste, et qui aboutit à sa honteuse auto-liquidation afin que les gouvernements occidentaux " ne fussent pas gênés dans leur effort de guerre ", n'a abouti qu'au renforcement d'un pouvoir impérialiste occidental que, trop tard, les gouvernements et les états-majors russes reconnaissent plus menaçant que celui de l'Allemagne, même envers leurs propres objectifs qui ont désormais un caractère ouvertement national.

Pendant que, non moins creux et sinistre, se dessine un nouveau recours à l'accusation de fascisme et de barbarie, les travailleurs révolutionnaires d'avant-garde doivent s'attacher à resserrer leurs rangs pour un combat qui n'attendra ni aide ni munitions de la part des forces militaires actuellement constituées, en augurant que la crise et la catastrophe du capitalisme, attendues en vain depuis cent cinquante ans, pénètreront au coeur des Etats au potentiel industriel maximum - garde noire du monde que personne, jusqu'ici n'a su encore faire vaciller.

On prendra peut être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique dominant de l'opportunisme, c'est son INCAPACITE D'ATTENDRE. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles amènent en politique un calme plat; où le travail moléculaire de développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre POLITIQUE, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, - l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de "nouvelles"voies , de "nouveaux" moyens de réaliser des succès. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des "alliés". Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente, à l'usage du libéralisme, des formules spéciales d'action. Mais me fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme picore alors dans le tas de fumier quelques perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite, à gauche, et tache de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses "fidèles" et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. " Du tact, encore du tact et toujours du tact ! " Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, LA RAGE DU TACT, - et, dans sa fureur, il administre des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti.

TROTSKY " 1905 "

A PROPOS DE MARCEL CACHIN

Sans qu'il soit possible, dans le cadre de cet article, d'exposer l'histoire du mouvement ouvrier français des origines à nos jours, l'exemple d'un Cachin, dirigeant du "Parti Communiste Français", permet de bien mesurer l'échec subi par les ouvriers révolutionnaires français dans leur lutte pour se donner une arme de combat solide, un Parti profondément enraciné dans les masses prolétariennes et disposant d'un arsenal théorique apte à las guider vers leurs buts de classe révolutionnaire.

En France, au début de ce siècle, deux partis sont l'expression, au sein de la classe ouvrière, l'un du courant révolutionnaire, l'autre du courant réformiste. M. CACHIN à cette époque, et jusqu'en 1905, milite au Parti Socialiste Français dont le programme réformiste vient (en 1899) d'appuyer la participation d'un de ses leaders, Millerand, à un gouvernement radical formé pour "sauver la démocratie française". C'est l'époque de laffaire Dreyfus, des grands scandales que la bourgeoisie française accumule dans sa course aux énormes profits (Panama,etc..), en même temps qu'elle réprime militairement les tentatives des masses pour défendre leur droit à la vie. La petite-bourgeoisie et la paysannerie moyenne, hésitantes, sans programme ni doctrine, bien que durement touchées par les aventures où s'engage la grande bourgeoisie, balancent entre un radicalisme anticlérical et une complicité favorable aux entreprises anti-ouvrières.

Suivant les décisions du Congrès d'Amsterdam de la II° Internationale, l'unification des deux courants s'effectue au Globe (à Paris) en 1905 sur une base classiste: plus de participation aux gouvernements bourgeois; lutte anticolonialiste; réaffirmation des objectifs de conquête du pouvoir par les ouvriers; dénonciation de la guerre impérialiste et appui décidé au mouvement de défense des ouvriers par une liaison organique avec les organisations syndicales. Pourtant, pendant les neuf ans qui suivent ce congrès, les succès électoraux du nouveau parti l'incitent à attacher une importance grandissante à la vie parlementaire, et les illusoires succès remportés sur ce terrain

contribuent à accélérer un glissement prononcé vers le réformisme.

La puissance, en France, du syndicalisme révolutionnaire dont la théorie s'inspire de Sorel et de son école et où le proudhonisme l'emporte sur le marxisme, l'expose aux coups directs de la répression bien davantage que le parti socialiste qui voit ses dirigeants littéralement happés par la bourgeoisie. Cette dernière, en effet, s'attache à ce procédé de désintégration et de pourrissement de la hiérarchie social-démocrate jusqu'en 1914, date qui marquera l'apogée de cette politique.

Tout comme en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, la bourgeoisie, peu soucieuse de se voir un jour acculée à la lutte sur deux fronts, charge la direction du parti social-démocrate de s'occuper de la couverture idéologique du conflit " pour la démocratie", comme aussi de vaincre les hésitations des pays encore neutres en agissant dans le sens interventionniste auprès des partis frères de l'Internationale.

Député va-t-en guerre et plumitif ultra-chauvin, Cachin, après avoir participé à une réunion à Londres placée sous le signe du "socialisme marque interalliée"dont le but avoué est d'aider les dirigeants ouvriers anglais à arracher à une classe ouvrière réticente son accord pour la guerre impérialiste, reçoit mission d'acheter, avec les fonds du quai d'Orsay, l'intervention de l'Italie aux côtés des puissances "démocratiques" anti-allemandes. Pour y parvenir - et la tâche n'est pas aisée car un courant marxiste révolutionnaire, devenu dominant dans le Parti Socialiste italien au Congrès de Reggio Emilia en 1912, a éloigné l'aile droite réformiste des Bissolati et consorts et agit avec ténacité contre l'opportunisme de guerre - Cachin convaincra Mussolini, un des chefs des "intransigeants". Par une campagne pour une neutralité "active et opérante", puis par des appels hystériques à la guerre, le journal fondé à cette occasion ("Il popolo d'Italia") entraîne finalement l'adhésion de la bourgeoisie italienne, qui se vend au plus offrant des grands impérialistes.

Immédiatement condamnée par la direction du Parti parce que "contraire à la défense nationale", la réunion de Zimmerwald proposée par les partis socialistes italien et suisse, est suivie avec inquiétude par les dirigeants socialistes, Cachin en tête, qui cherchent alors à en étouffer le retentissement dans la classe ouvrière française. Les mois passent et, devant l'intérêt grandissant que cette réunion soulève dans le parti en raison des espoirs qu'on y met pour hâter la fin de la guerre, Cachin fonde, en 1915,

un hebdomadaire jusqu'auboutiste : cette feuille ira jusqu'à publier une justification d'inspiration policière de l'expulsion de Léon Trotsky hors de France.

L'influence social-chauvine est si forte qu'il faut attendre le déclenchement de la Révolution russe de Février pour que la minorité du parti parvienne à écarter et le mot d'ordre réclamant une conduite plus vigoureuse de la guerre et la participation socialiste au pouvoir, puis, successivement, alors que des grèves éclatent dans des arsenaux et que des désertions se produisent dans l'armée et la marine, lance le mot d'ordre de la recherche des responsabilités dans la guerre, et enfin demande le refus pur et simple des crédits de guerre (début 1918). Durant la période du pouvoir de Kérensky en Russie, celui-ci reçoit la visite de M. Cachin, envoyé du gouvernement français, l'adjurant de ne pas conclure de paix séparée avec l'Allemagne et de continuer la lutte aux côtés des alliés.

Dès 1919, malgré une sérieuse agitation sociale (en 1920 échec de la grève générale des cheminots), s'ouvre pourtant en France une phase de réaction; le Bloc National à la tête du pays est comme l'avant garde d'une nouvelle Sainte-Alliance tournée, non plus contre le libéralisme, mais contre le communisme. Aucune tentative décidée de rompre avec la trahison du prolétariat et la politique chauvine menée durant la guerre n'est même esquissée. En 1919, alors que les partis socialistes italien et suisse ont déjà résolu de se retirer de la II° Internationale, le Congrès socialiste français maintient "pour le moment" l'adhésion du parti à cette organisation, tout en affirmant sa volonté d'entretenir des "relations fraternelles" avec la nouvelle Internationale fondée à Moscou.

Le mouvement syndical, tombé aussi bas que le parti durant la guerre se distingue en 1919 lors d'une réunion à Berne, par la prise de position de certains de ses représentants contre la prise du pouvoir en Russie par les bolchevicks et condamnant la dictature prolétarienne.

La rupture avec la II° Internationale au Congrès de Tours (1920) ne fait que faire suite à un "voyage d'enquête" de Cachin en U.R.S.S. où il espère "négocier" l'entrée du parti français dans la III° Internationale. Des trois motions présentées à Tours (décembre 1920) d'eux d'entre elles furent en désaccord avec les 21 conditions d'admission dans la nouvelle Internationale

qu'il s'agisse du nom du parti, des conditions d'exclusion, des rapports avec les syndicats ou de la pratique du parlementarisme. Au manifeste adressé par Zinoviev au Congrès pour aider à se délimiter une tendance communiste authentique, répondit une manoeuvre des soi-disant "gauches", déposant une motion aux termes de laquelle le texte d'adhésion à Moscou ne statuerait que pour l'avenir et comporterait admission ou maintien dans le parti de tous ceux qui s'inclineraient " démocratiquement " devant les décisions prises ! La droite et le centre exigèrent alors la conservation de l'unité du parti et le désaveu du manifeste de Zinoviev; cette ultime tentative de compromis bancal échoua de justesse.

Dans cette ambiance sordide, comment s'étonner que Cachin, nommé au Comité Directeur, soit choisi comme directeur du journal et Frossard comme Secrétaire général, lui qui, en 1930, devait avouer qu'il avait tant de fois recherché l'occasion de se dégager du parti !

Le Parti Communiste français se trouva donc formé d'une très grande fraction de l'ancien parti social-démocrate, les " dissidents" ayant gardé surtout avec eux la majorité des parlementaires et une partie des cadres, tandis que la base, formée d'éléments nouveaux, des jeunes, des anciens combattants, des syndicalistes et un faible contingent d'anarchistes allaient au communisme avec enthousiasme. Très vite, cependant, les militants s'usèrent à prendre parti dans des querelles, des manoeuvres souterraines des dirigeants, tandis que de nombreux rappels de l'Exécutif de l'Internationale se plaignent des survivances du pacifisme et du réformisme parlementaire.

En fait, outre l'hypocrisie de nombre de ses dirigeants qui admettaient en parole des directives qu'ils s'efforcaient de saboter dans les faits, l'effet énorme qu'imposait les tâches politiques (campagne contre l'occupation de la Rhur en 1923, contre la guerre du Rif en 1925), le désarroi et la confusion sur la tactique du front unique, décidée par le III° Congrès de l'I.C. mais mal digérée par un parti hétérogène et trop neuf dans la lutte, les luttes intestines enfin, feront rapidement du Parti français - compte tenu du renversement du rapport de forces mondial entre bourgeoisie et prolétariat - l'un des instruments les plus dociles de la contre-révolution stalinienne. Nous n'en voudrons pour preuve que son développement, qui coïncide avec

l'adoption des tactiques du front populaire, de l'antifascisme et de la résistance nationale anti-allemande : n'était-ce pas le symbole du triomphe définitif des Cachin sur les forces saines du prolétariat, que cette réédition, vingt-cinq ans plus tard, de l'ignoble "Union Sacrée" des années 1914 - 18 ? La suite est bien connue : le P.C.F. au lendemain de la guerre, sera le farouche défenseur de la reconstruction de l'économie capitaliste française, pour jouer ensuite le rôle de l'Opposition de Sa Majesté - opposition qui est elle-même à éclipses: vote des crédits de guerre pour l'Indochine, des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie. Durant toute cette dernière période, Marcel Cachin demeurera une figure centrale du Parti; mais il restera, pour le prolétariat révolutionnaire, comme le vivant exemple du traître, catalyseur d'une évolution historique sans issue, mais typique de l'impuissance à laquelle l'opportunisme, le marchandage des principes et le respect des "valeurs démocratiques" condamnent le Parti.

ELEMENTS DE L' ECONOMIE MARXISTE
(II)

SECTION III

LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE ABSOLUE

12. Caractérisation du travail à l'époque capitaliste.

Tout procès de travail, indépendamment du type d'organisation sociale, comporte trois éléments: l'activité personnelle de l'homme ou force de travail; l'objet du travail ou matière première (trouvée dans la nature, mais toujours avec l'adjonction d'un travail précédent); le moyen de travail ou instruments de production. Tant que nous sommes en présence de travailleurs autonomes (artisans), ils possèdent leur propre force de travail, la matière première et les instruments de travail. En conséquence le résultat du procès de travail, ou produit, leur appartient.

Dans le système capitaliste le travailleur possède seulement sa force de travail; mais il la vend, si bien que le capitaliste en devient propriétaire. Celui-ci possède également les matières premières et les instruments de travail : c'est donc de plein droit que les produits lui appartiennent.

La transformation de l'argent en capital et la formation de la plus-value vont donc de pair avec la séparation du travailleur de ses instruments de production et du produit de son travail.

13. La naissance de la plus value.

Considérons donc le procès productif du point de vue du capitaliste. Il va sur le marché et y achète - à leur juste prix et valeur - la matière première, les instruments de travail et la force de travail.

Il applique la force de travail de ses ouvriers à la matière première au moyen des instruments de travail, et il en retire une certaine somme de produits. Il retourne sur le marché et les y vend.

Examinons maintenant ce mouvement de valeurs du point de vue quantitatif.

Appelons F la valeur de la force de travail (salaires payés), I la partie des instruments de travail qui a été usée dans le groupe d'opérations que nous considérons et M la valeur des matières premières employées; enfin appelons P la valeur des produits obtenus.

Il est clair que P contient intégralement I et M, c'est à-dire les instruments de production (ou, plus exactement, leur usure) et les matières premières achetées sur le marché. Selon notre hypothèse fondamentale ces valeurs dépendent du temps de travail nécessaire à produire ces instruments et ces matières premières.

Quant à la valeur de la force de travail F elle est comme nous l'avons vu, en relations avec le temps de travail nécessaire pour produire les moyens de subsistance des travailleurs.

Cependant, toute marchandise - comme les matières premières ou les instruments de production - possède une valeur d'échange dans la mesure où elle possède également une valeur d'usage, mais de façon telle que les deux valeurs ne sont pas comparables, ni échangeables l'une avec l'autre (par exemple je peux réduire la valeur d'un kilo de sucre à trois heures de travail, mais je ne peux référer sa valeur d'usage (aliment) à un temps de travail mais seulement aux qualités chimiques, organiques etc... du sucre). Pour la marchandise spéciale qui a nom force de travail, si la valeur d'échange ou prix du marché dérive, comme toujours, d'un temps de travail (nécessaire pour produire les moyens de subsistance, comme il a été dit plus haut), la valeur d'usage se mesure également en temps de travail, car l'usage de cette marchandise est précisément le travail : usage de la part du capitaliste acquéreur de la part du salarié vendeur.

La valeur de P (produit) devant résulter du temps de travail nécessaire pour réunir les différents produits considérés il est clair que nous aurons : temps de travail pour P = temps de travail pour M + temps de travail pour I + temps de travail effectivement fourni par les salariés.

Une égalité entre les temps de travail se traduit en une égalité entre les valeurs d'échange correspondantes, mais pour la marchandise force de travail nous devons considérer non plus sa valeur d'échange (salaire), mais sa valeur d'usage, en réduisant celle-ci à un temps de travail. Si, pour fixer les idées, chaque heure de travail correspond à la valeur de 3 francs et si l'ouvrier a travaillé 10 heures, le temps de travail des matières premières, puisqu'elles valent M Fr, sera M/3; celui des instruments de production sera I/3; celui du produit P/3. La relation entre les temps de travail écrite plus haut devient:

$$\frac{P}{3} = \frac{M}{3} + \frac{I}{3} + 10$$

(le tout exprimé en heures)

En revenant aux valeurs, il vient :

$$P = M + I + (10)3$$

(le tout exprimé en francs)

C'est ce que le capitaliste retire de la vente du produit. Il a dépensé intégralement M et I, car ce sont des valeurs d'échange, c'est-à-dire des prix de marché.

Mais la somme de 10.3 ne représente pas la valeur d'échange, mais bien la valeur d'usage de la force de travail.

Que coûte au capitaliste la consommation de la force de travail pendant 10 heures ? Nous avons symbolisé ce coût par F, qui est sa valeur d'échange ou son prix (salaire). Or, cette valeur - qui dépend des moyens de subsistance et du temps de travail absorbé par leur production - est indépendante du temps de travail de 10 heures, qui découle de la consommation et non de la production de la force de travail. Si une autre équipe de travailleurs était employée à procurer des aliments, des vêtements,etc... aux ouvriers du capitaliste qui travaillent 10 heures, il est clair qu'un temps de travail inférieur, pour chacun et pour chaque journée, y suffirait: mettons 6 heures. En mettant de côté la nouvelle plus-value qui retomberait sur le dos de ces travailleurs s'ils étaient, à leur tour, salariés, ou bien en supposant que ces travailleurs soient autonomes, le prix F sera déterminé par ces 6 heures multipliées par 3 Fr.

Que le temps de 6 heures (salaire) soit inférieur aux 10 heures de travail réellement effectuées n'est pas une hypothèse gratuite; outre que l'on pourrait démontrer ce fait

par de longs calculs spéciaux, l'existence même du capitalisme et de ses profits suffit à en attester la réalité. Et il s'agit seulement pour nous de retrouver les caractéristiques du capitalisme en partant de notre hypothèse sur le travail. Donc la dépense F pour la force de travail est de 6.3. Il en résulte une dépense totale de :

$$M + I + (6.3)$$

La somme retirée de la vente était :

$$P = M + I + (10.3) = (M + I + 6.3) + (4.3)$$

Le capitaliste retire donc un bénéfice de 4.3 = 12 Fr. qui représentent la plus-value dans l'opération productive considérée.

14. Récapitulation de la démonstration.

Le but que nous nous sommes proposé depuis le début est de représenter les phénomènes de l'économie actuelle par des lois quantitatives.

L'expérience nous fournit les données de fait suivantes:

a)- Nous sommes en présence d'une économie mercantile, c'est-à-dire que les produits du travail deviennent des marchandises susceptibles d'être échangées, et l'échange se fait au moyen de l'équivalent général de la monnaie.

b)- Celui qui est possesseur d'argent peut s'en servir pour accaparer les instruments de production et tirer de la production au moyen de salariés un bénéfice ou plus-value (ce qui revient à dire que nous avons une économie mercantile et capitaliste).

En acceptant cette donnée que la mesure de la valeur d'échange est exprimée par la quantité de monnaie que l'on échange contre une marchandise, c'est-à-dire par son prix (en nous plaçant dans des conditions moyennes, normales et générales),nous avons énoncé l'hypothèse qu'une telle valeur doit être proportionnelle au temps de travail nécessaire à reproduire cette marchandise, toujours dans des conditions moyennes, normales et générales.

Après avoir examiné analytiquement les phénomènes de l'échange - depuis le troc jusqu'à l'introduction de la marchandise équivalent et de la monnaie - et après avoir éliminé les objections relatives à des échanges spéciaux ou à des circonstances exceptionnelles et tous les écarts qui se manifestent, en plus ou en moins, autour de la moyenne, nous avons démontré que dans le domaine de la circulation il ne se produit rien d'autre que des échanges entre équivalents.

Le fait que le possesseur d'argent devient possesseur de capital et réalise un bénéfice qui a pour origine et pour aboutissement des échanges sur le marché, s'explique par le fait qu'il a pu procéder à l'achat d'une marchandise spéciale, la force de travail, qui, alors qu'elle exige un temps de travail donné pour sa production, offre un temps de travail supérieur par sa consommation.

Cette marchandise est payée, en fait, conformément à notre hypothèse, à un prix (salaire) proportionnel au temps de travail exigé pour sa production (moyens de subsistance). Elle transmet pourtant au produit un temps de travail supérieur et donc une valeur d'échange plus grande, d'où la plus-value.

La signification de tout ceci dans le domaine social est la suivante : tant que le travailleur (artisan) réussit à ne pas se séparer de ses instruments de production et du produit de son travail, et à vendre celui-ci à son seul bénéfice, il récupère dans la valeur d'échange de son produit l'intégralité de son temps de travail.

Mais lorsqu'apparaît le capitalisme, par suite, d'une part de l'accumulation d'argent (dont nous ne discutons pas, pour le moment, l'origine: esclavagisme, féodalisme terrien,etc..) et d'autre part de la découverte de moyens techniques qui abaissent le temps de travail nécessaire à produire un objet donné (grâce à l'usage des machines et à la concentration de nombreux ouvriers), le prix du produit de l'artisan baisse, en fait sa valeur d'échange se met au niveau du temps de travail socialement nécessaire, qui est maintenant inférieur. Peu importe, sur le marché, que l'artisan ait employé un temps de travail supérieur par suite de l'emploi de moyens techniques dépassés.

Supposons que les prix baissent dans une proportion telle qu'ils ne puissent plus compenser les besoins primordiaux

de l'artisan : par exemple, celui-ci doit céder au prix de trois heures de travail le produit d'un travail de douze heures, tandis que ses moyens de subsistance représentent six heures. Pour continuer à vivre il ne restera à l'artisan que la solution de vendre sa force de travail, pour sa valeur d'échange de 6 heures, en travaillant 12 heures pour le capitaliste qui, en quadruplant le rendement de son travail, sera en mesure de payer 6 heures la force de travail qui, sur le marché, ne réussissait précédemment qu'à s'échanger contre 3 heures.

Nous avons donc expliqué de manière satisfaisante le phénomène fondamental de l'économie capitaliste, en rapport avec les économies qui l'ont précédée, en formulant une conséquence importante de la théorie de la valeur (énoncée pour la première fois par Ricardo) : la doctrine de la plus-value (découverte centrale de Marx) déjà contenue dans ces thèses: sur le marché s'effectuent seulement des échanges entre équivalents; tout le profit du capital naît de l'achat et de l'emploi de la force de travail (I). Il nous reste à formuler les lois quantitatives de cette doctrine.

15. Capital constant et capital variable.

Comme nous l'avons vu, l'argent anticipé par le capitaliste pour acquérir les moyens de production (2) réapparait intégralement dans le prix du produit. C'est pourquoi nous appelons cette fraction du capital : capital constant.

Au contraire, l'argent anticipé pour le salaire des ouvriers, c'est-à-dire pour l'achat de la force de travail, réapparaît dans la vente des produits augmenté de la plus-value, et nous l'appellerons capital variable.

---

(1) - à cause de sa longueur la note(I) a été renvoyée à la fin du présent article.

(2) - Matières premières et instruments de travail; les matières premières sont de deux sortes: certaines réapparaissent dans le produit, d'autres disparaissent au fur et à mesure de leur emploi comme les combustibles, et sont dites auxiliaires; les instruments de travail, comme les machines, les installations, les bâtisses, entrent en considération uniquement pour la fraction de leur valeur réellement dépensée pendant l'opération productive considérée.

Le bilan des opérations capitalistes se trouve résumé dans ces deux formules :

sorties : M + I + F (matières premières + usure des instruments + salaires)

entrées : M + I + F + plus-value = P (valeur des produits)

Nous aurons : M + I = capital constant, que nous appellerons c.
F = capital variable, que nous appellerons v.

En appelant C le capital total anticipé, pl la plus-value, C' le capital retiré de la vente, on a :

$$C = c + v \; ; \qquad C' = c + v + pl = C + pl$$

16. Taux de la plus-value.

Il nous intéresse plus de connaître le rapport qui existe entre la plus-value et le capital qui l'a produite, que de connaître, dans chaque cas, la quantité absolue de plus-value réalisée par le capitaliste.

Il est très important de relever que le capital qui est effectivement susceptible de produire de la plus-value est uniquement celui qui est anticipé pour l'achat de la force de travail, c'est-à-dire le capital v. Quant au capital constant c, il réapparaît intégralement dans le produit et ne donne lieu, par lui-même, à aucune augmentation de valeur.

C'est pour cela que Marx, lorsqu'il veut définir une quantité dont la mesure donne une idée de l'intensité de la production de plus-value, choisit comme taux de la plus-value, non pas le rapport de celle-ci au capital total, mais son rapport avec le seul capital variable.

Donc, en désignant par pl' le taux de la plus-value :

$$pl' = \frac{pl}{v}$$

Dans l'exemple quantitatif que nous avons donné v était F c'est-à-dire 6.3 = 18 Fr. La plus-value était (10.3) - (6.3) = 12 Fr. Le taux de la plus-value était:

$$pl' = \frac{12}{18} = 66\%$$

Passons maintenant à l'examen du temps de travail, en nous référant, pour fixer les idées, à une seule journée d'un seul ouvrier et au nombre d'heures dont elle se compose, que nous appellerons t (dans notre exemple 10 heures). Nous définissons alors une nouvelle quantité : le travail nécessaire et le temps de travail nécessaire qui lui correspond. Ce temps (ou nombre d'heures) est égal au temps pendant lequel l'ouvrier devrait travailler pour transmettre au produit une valeur exactement égale à celle qui lui a été payée pour sa force de travail. Dans notre cas l'ouvrier a été payé 18 Fr, c'est-à-dire 6 heures de travail. S'il travaillait 6 heures il reproduirait exactement la valeur qui lui a été payée comme salaire, c'est-à-dire une valeur égale à celle des produits nécessaires à sa subsistance; dans ce cas la plus-value disparaitrait, et avec elle la raison d'être de l'entreprise capitaliste.

Mais l'ouvrier travaille 10 heures au lieu de 6, et nous distinguons à l'intérieur de ces 10 heures, 6 heures de travail nécessaire et 4 heures que nous qualifierons de surtravail, en appelant le temps correspondant temps de travail extra.

Répétons : le temps de travail nécessaire est celui qui suffirait à reproduire la valeur du salaire; le temps de surtravail ou de travail extra est le temps supplémentaire pendant lequel l'ouvrier travaille, et qui produit la différence de valeur ou plus-value au bénéfice du capitaliste.

Si les valeurs sont proportionnelles aux temps de travail nécessaires à les produire, en identifiant ainsi le salaire au capital variable, on a :

$$\frac{\text{Temps de surtravail}}{\text{Temps de travail nécessaire}} = \frac{\text{Plus-value}}{\text{Capital variable ou salaires}}$$

Ces deux rapports se réduisent à celui que nous avons déjà indiqué comme taux de la plus-value; d'où le théorème : le surtravail divisé par le travail nécessaire donne le taux de la plus-value.

Dans notre exemple la proportion écrite plus haut serait :

$$\frac{4}{6} = \frac{12}{8} = \text{taux de la plus-value} = 66\%$$

17. Loi générale de la plus-value.

Il sera bon, toutefois, de montrer tout ceci d'une

manière plus générale. Nous indiquons à nouveau le sens des lettres conventionnelles, et nous rappelons que nous nous référons à un seul ouvrier et à une seule journée de travail.

v = capital variable ou salaire journalier.
pl = plus-value
pl' = taux de la plus-value, c'est-à-dire pl divisé par v.
t = nombre d'heures de travail
n = heures de travail nécessaire
e = heures de travail extra.

L'ouvrier transmet au produit la valeur totale (en faisant abstraction du capital constant) v + pl, en travaillant t heures. Donc, en une heure, l'ouvrier produit la valeur:

$$\frac{v + pl}{t} = \text{production horaire de valeur.}$$

Il nous faut maintenant calculer le temps de travail nécessaire n pendant lequel l'ouvrier produit la valeur v. En connaissant la production horaire de valeur une division suffit:

$$\frac{n}{v} = \frac{I}{\frac{v + pl}{t}} \quad ; \; n = \frac{v}{\frac{v + pl}{t}} = v \; \frac{t}{v + pl}$$

Nous avons ainsi calculé n. Le calcul de e (surtravail) est très simple :

$$e = t - n = t - \frac{vt}{v + pl} = \frac{tv + plt - vt}{v + pl} = \frac{plt}{v + pl}$$

Le problème était de calculer le rapport entre e (surtravail) et n (travail nécessaire); en divisant l'une par l'autre les deux formules respectives il vient :

$$\frac{e}{n} = \frac{\frac{plt}{v + pl}}{\frac{vt}{v + pl}} = \frac{pl}{v} = pl'$$

La formule fondamentale est donc démontrée; nous la répétons pour plus de clarté :

Le surtravail est au travail nécessaire ce que la plus-value est au capital variable; ce rapport commun est le taux de la plus-value.

18. Démonstration de la loi générale.

Pour démontrer que le fait de référer la plus-value au seul salaire et non pas à tout le capital n'est pas une convention arbitraire, prenons l'exemple d'une entreprise dans laquelle la proportion existant entre le capital constant et le capital variable se trouve modifiée, bien que restent inchangés: la valeur d'échange ou prix des produits, celle des matières premières et des instruments de travail, ainsi que le salaire et la journée de travail. Si le prix du produit fini doit rester le même, et comme il représente un temps de travail, nous ne pouvons imaginer un changement dans les procédés techniques de production; mais nous pouvons choisir l'exemple suivant (probant du reste même pour qui ne part pas de notre théorie de la valeur): l'entreprise s'annexe un stade précédent de la transformation productive, en produisant directement ce qu'elle achetait auparavant sur le marché.

Ainsi une aciérie qui tout d'abord achetait la fonte pour la convertir en acier, se met à travailler directement le minerai de fer d'où provient la fonte.

Il est clair que le capitaliste dépensera moins en matières premières, le minerai coûtant beaucoup moins cher que la fonte, et, bien qu'il y ait une augmentation relative des instruments de travail, il diminuera la proportion du capital constant par rapport au total.

Même d'un point de vue vulgaire, on reconnaît que le capitaliste réalisera ainsi un profit supérieur, car il cumulera le profit des deux entreprises préexistantes. Et il réalisera un profit supérieur même à parité de capital total anticipé car, s'il assume désormais, pour chaque kilo d'acier, les frais de la nouvelle installation produisant de la fonte, il effectuait auparavant une telle dépense en achetant la fonte au prix du marché, mais elle était en outre augmentée du profit du producteur de fonte.

En d'autres termes, le capital anticipé pour une opération productive est toujours compris dans le prix de vente du stock de produits correspondant; et donc, à parité de puissance financière, le capitaliste pourra produire le même nombre, sinon plus, de kilogrammes d'acier. Mais sur un tel chiffre son gain a augmenté, et ceci parce que le capital investi pour obtenir un kilo d'acier contient désormais moins de frais de matières premières et plus de frais affectés à l'achat de la force de

travail. C'est donc la quantité du capital salarial qui, à parité de rémunération des travailleurs, à parité de conditions de marché, varie proportionnellement au gain du capitaliste. On doit donc référer la plus-value à la masse du seul capital salarial (capital variable) et non à la masse de tout le capital.

Et ceci est également valable socialement parlant, car les diverses fractions de capital constant sont grevées par d'autres fractions de plus-value issues des opérations productives précédentes, en admettant qu'elles aient été effectuées par le mécanisme capitaliste. Le capital fonte était, pour la partie non représentée par le minerai de fer et l'usure des installations du vendeur de fonte, déjà affecté de la plus-value encaissée par celui-ci; le capital minerai de fer, pour le capitaliste de la mine, était affecté de la plus-value tirée du surtravail des mineurs; et l'on peut en dire de même pour les installations mécaniques de l'industrie de l'acier, de la fonte, dans la mine. Ce qui prouve combien est satisfaisante - en dehors des plaisanteries sur les pêcheurs de perles et autres choses semblables - notre explication qui, aussi bien qualitativement que quantitativement, découvre dans chaque valeur d'échange un temps de travail, et dans tout profit un surtravail.

Marx prend le soin de préciser qu'il faut éviter de tomber dans cette grossière erreur qui confond le taux de la plus-value avec le taux de profit. L'économie vulgaire entend par taux de profit le rapport entre le gain net du capitaliste (différence entre l'actif et le passif d'une certaine période, par exemple une année, à condition que reste inchangée la valeur patrimoniale de toutes les installations et que tout passif soit compensé) et la valeur totale du capital investi dans les installations, augmentée de la somme d'argent qui doit être tenue en réserve pour faire face aux achats de matières premières, au paiement des salaires, etc .....

L'économie vulgaire distingue en outre un profit purement commercial, à payer pour les capitaux investis, et la différence restante ou profit vrai et propre de l'entrepreneur.

Ce n'est pas ici le lieu de pousser plus avant la confrontation entre cette manière de voir et les calculs que nous avons faits. Il suffit de remarquer que le fait de considérer un laps de temps donné n'est pas nécessaire pour nous, car nous avons tenu compte d'un cycle productif complet par exemple : celui qui est nécessaire pour parvenir à un kilo d'acier. Plus augmen-

tent l'intensité dans le temps et l'extension de cet acte productif, et plus augmente le gain de l'entrepreneur et en général également le taux de profit.

Le taux de la plus-value dépend au contraire du degré d'exploitation de la force de travail et il est toujours plus élevé; les exemples numériques faciles que donne Marx montrent qu'à un taux de profit, par exemple de 10,5 % peut correspondre un taux de la plus value de 100%.

Toutefois en tant qu'exercice d'application de tout ce qui précède, on pourrait effectuer le calcul sur le profit d'une entreprise qui se transformerait de la manière que nous avons indiquée dans l'exemple de l'aciérie, en supposant des chiffres concrets pour les prix et les quantités de minerai, de fonte, d'acier, pour les salaires, les heures de travail, le nombre annuel des journées de travail, etc.... (voir l'appendice).

19. Expression de la valeur du produit en parties proportionnelles du même produit ou de la journée de travail.

Nous avons donné au début l'exemple du produit de valeur P qui se composait de la valeur des matières premières et de l'usure des instruments (M + I = c, capital constant) et de la valeur engendrée dans une journée de 10 heures de travail. Nous faisions correspondre la valeur d'échange de 3 Fr à une heure de travail; supposons maintenant que la valeur c soit de 60 Fr. Nous aurons alors

$$P = c + (10 \times 3) = 60 + 30 = 90 \text{ Fr}$$

En outre, sur la valeur de 30 Fr ajoutée par l'ouvrier $18 = 6 \times 3$ représentaient le salaire ou capital variable v, $12 = 4 \times 3$ représentaient la plus-value.

Supposons maintenant que le produit valant 90 Fr pèse 1,800 Kg. Comme nous avons : 90 = 60 + 18 + 12 Fr, nous pouvons poser : 1,800 = 1,200 + 0,360 + 0,240 Kg.

Nous aurons alors représenté en parties proportionnelles du produit les éléments qui en constituent la valeur. 1,200 Kg = 60 Fr représentent le capital constant; 0,360 Kg = 18 Fr représentent le capital variable; 0,240 Kg = 12 Fr représentent la plus-value. En additionnant ces deux dernières parties on obtient 0,600 = 30 Fr = 10 heures de travail, qui représentent la valeur totale produite par le travail (aussi bien le travail nécessaire que le surtravail).

Cette subdivision est légitime, mais reste conventionnelle; elle ne peut fournir une interprétation du processus productif car, s'il est vrai que les 60 Fr préexistent à l'application du travail en tant qu'ils sont matières premières et machines, en tant que parties du produit il n'en est pas de même; ni un franc, ni un gramme ne peuvent en être obtenu sans travail.

Nous avons donc ici une notation purement conventionnelle, et il faut se convaincre que notre conclusion sur la répartition des 30 Fr de valeur-travail en salaire et plus-value est bien différente; cette répartition nous est fournie par une loi qui s'adapte exactement aux caractères techniques, économiques, historiques et sociaux du phénomène étudié.

Par une notation analogue, nous diviserons non plus les 1,800 Kg mais les 10 heures employées à les produire, en parties proportionnelles aux autres éléments de la valeur. Comme en fait subsiste, toutes autres conditions égales, la proportionnalité entre la quantité des produits et leurs valeurs, il subsiste également celle qui existe entre la valeur du produit (quantité) et le temps de travail. En une heure il sortirait des mains de l'ouvrier 180 grammes et 9 Fr de valeur, c'est-àèdire le dixième de 1,800 et 90. Donc à la réparition suivante :

$$90 = 60 + 18 + 12 \text{ Fr}$$

correspond cette autre :

$$10 = 6{,}66 + 2 + 1{,}33 \text{ heures}$$
$$10 \text{ heures} = 6\text{h. } 40' + 2 \text{ h. } + 1 \text{ h.} 20'$$

Donc 6h. 40' représenteraient le capital constant, 2h. le capital variable, et 1h.20' la plus-value.

Cette représentation peut être interprétée d'une manière captieuse (voir chez Marx " la dernière heure de Senior " - Le Capital, Ed. Sociales, Tome I, p. 221) en disant que sur les 10 heures, l'ouvrier travaille pour le capitaliste pendant 1h. 20' seulement.

Par une telle argumentation on voulait démontrer que la journée de 8 heures aurait ruiné le capitaliste. Un tel argument pour nous, n'aurait pu être qu'en faveur de la journée de 8heures, mais l'expérience montre suffisamment que les 8 heures sont parfaitement compatibles avec la production de plus-value.

En fait une telle argumentation équivaut à supposer que l'ouvrier produit également les matières premières et les instruments, dont la valeur représente, au contraire, des temps de travail préexistants.

La répartition exacte suivant notre théorie, est la suivante :

90 = 60 + 18 + 12 Fr = valeur du produit.

30 = 20 + 6 + 4 heures = valeur exprimée en temps de travail.

20 heures représentent le travail contenu, en tant que valeur, dans le capital constant acheté par le capitaliste.
6 heures le travail nécessaire (payé).
4 heures le surtravail (non payé).

La réduction de la journée de travail à 8 heures n'enlèverait que 2 des 4 heures de surtravail, en admettant que des phénomènes concomitants (augmentation de la productivité du travail) ne réduisent pas parallèlement le temps de travail absorbé par les moyens de subsistance, c'est-à-dire le travail nécessaire.

20. Appendice. Calcul de l'entreprise décrite au chapitre 18.

Il s'agit de traiter d'une manière générale le cas d'une entreprise qui absorbe un processus productif précédent, pour démontrer que le fait de mettre en rapport la plus-value avec le seul capital variable est légitime.

Signification des symboles :

A	:	valeur des installations fixes.
qA	:	quote annuelle des amortissements.
v	:	salaire journalier d'un ouvrier.
j	:	nombre de journées de travail dans une année.
n	:	nombre d'ouvriers.
V	:	montant annuel des salaires totaux = vjn
c	:	capital constant
M	:	quantité de matières premières utilisées en un an.
r	:	prix unitaire de ces matières premières.
H	:	frais accessoires annuels
E	:	gain net annuel ou plus-value.

Les entrées annuelles de l'entreprise sont fL
Les frais annuels sont :

$$qA + H + rM + V$$

Le bénéfice est donc :

$$E = fL - (qA + H + rM + V)$$

Cette entreprise englobe maintenant une entreprise qui effectuait précédemment la production de ses matières premières. Une telle entreprise produit en un an exactement la quantité M nécessaire à la première entreprise. Nous indiquerons les données de cette entreprise avec les mêmes lettres munies d'un indice.

Il est clair que la valeur f'L' est la même que celle de rM. Le bilan de cette entreprise isolée sera donc :

$$E' = rM - (q'A' + H' + r'M' + V')$$

Le bilan de l'entreprise combinée, dont nous indiquons les données par un double indice sera :

$$E'' = E + E' = fL - (qA + q'A' + H + H' + r'M' + V + V')$$

En résumé :

$$E = fL - (qA + H + rM + V)$$
$$E' = rM - (q'A' + H' + r'M' + V')$$
$$E'' = fL - (qA + H + q'A' + H' + r'M' + V + V')$$

Distinguons dans les divers cas entre capital constant et capital variable :

$$\text{I} \quad \begin{cases} c = qA + H + rM \\ V = V \\ c + V = fL - E \end{cases}$$

$$\text{II} \quad \begin{cases} c' = q'A' + H' + r'M' \\ V' = V' \\ c' + V' = rM - E' \end{cases}$$

$c'' = qA + H + q'A' + H' + r'M' = c + c' - rM$
Comme $c' = rM - (E' + V')$

$$
\text{III}\quad
\begin{cases}
c'' = c + c' - rM = c + rM - (E' + V') - rM \\
c'' = c - (E' + V') \\
V'' = V + V' \\
c'' + V'' = c'' + V + V' = c - (E' + V') + V + V' \\
c'' + V'' = c + V - E'
\end{cases}
$$

Donc il a été vérifié que :

- le capital constant (c) a diminué de E' + V'
- le capital total (c + v) a diminué de E'
- le capital variable V a augmenté de V'

L'augmentation du gain ou plus-value qui est passé de E à E" = E + E' ne peut donc être l'effet que du seul capital qui ait augmenté, c'est-à-dire du capital variable. C'est donc avec juste raison que nous prenons comme taux de la plus-value le rapport de celle-ci avec le seul capital variable, qui l'a produite. Si nous le mettions en rapport avec le capital constant ou le capital total nous aboutirions à cette absurdité : il n'existerait pas entre les deux termes un rapport de proportionnalité directe, mais de proportionnalité inverse (II).

21. Durée de la journée de travail.

La durée de la journée de travail est variable. Elle a un minimum qui, en régime capitaliste, ne peut jamais atteindre le temps de travail nécessaire, et elle a un maximum qui dépend des limites physiques de la résistance du travailleur. En se plaçant pleinement sur le terrain de l'économie capitaliste, qui considère la force de travail comme une marchandise et le salaire comme un prix équitable, on peut dire que le travailleur, comme tout autre vendeur, a le droit d'être protégé par la loi pour déterminer quelle quantité de sa marchandise il peut vendre, c'est-à-dire le temps qu'il emploiera à travailler dans une journée. S'il n'en était pas ainsi, non seulement le canon de l'égalité juridique des personnages présents sur le marché serait violé mais encore l'organisme de l'ouvrier s'affaiblirait et le nombre d'années pendant lesquelles il possède l'intégrité de sa force de travail diminuerait : ce qui équivaudrait à soustraire à l'ouvrier une grande partie de sa seule propriété privée: la force de travail. En outre, l'amoindrissement physique de la classe

---

II - A cause de sa longueur la Note (II) a été renvoyée à la fin du présent article.

ouvrière se retournerait à longue échéance contre les capitalistes eux-mêmes, bien que chaque entrepreneur en particulier n'entrevoie rien d'autre que la chasse au temps de travail maximum.

D'où une lutte pour la limitation légale de la journée de travail, largement décrite par Marx dans des chapitre du Capital qu'il serait plus nécessaire de mettre à jour que de résumer.

Il est plus intéressant de voir à quelles conclusions théoriques aboutit cette exposition. Loin de conclure par l'apologie de la loi sociale, Marx ironise sur la réduction du pompeux catalogue des droits de l'homme" à ce mesquin résultat: le travailleur saura maintenant pendant combien de temps il s'est "librement" vendu, et combien de temps lui appartient encore. Mais ce résultat, s'il empêche l'anéantissement physique de la classe ouvrière, n'empêche pas, comme nous le savons, que même dans le temps légalement vendu une grande partie (surtravail) soit du temps de travail non payé.

Ce qu'il faut aux ouvriers (Ch. X.7) ce n'est pas de savoir quelle est la limite de la journée de travail, mais c'est "que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par "libre contrat". Ces mots ne doivent pas être interprétés dans le sens banal de l'introduction de la journée légale de travail ou du contrat collectif, ou même du salaire fixé par la loi, mais dans le sens de l'abolition historique du principe qui fait du travail une marchandise et de la possibilité de vendre librement ne serait-ce qu'une seule heure de travail, c'est-à-dire dans le sens de l'abolition du capitalisme.

22. Surtravail et capitalisme.

Nous avons dit que la plus-value apparaît avec le régime capitaliste, dans le sens précis où la plus-value est une différence de valeur qui apparaît dans une série d'échanges sur le marché.

Mais même avant que la force de travail ne soit traitée comme une marchandise sur les marchés (libres) le travailleur était contraint sous diverses formes à fournir de larges parties de son temps gratuitement (surtravail): comme, par exemple, dans l'économie esclavagiste, terrienne, etc... Pourtant Marx observe que lorsque la forme d'une société n'est pas mercantile on ne

l'est que faiblement, c'est-à-dire lorsque les marchandises sont recherchées plus pour leur valeur d'usage que pour leur valeur d'échange, l'organisation sociale n'engendre pas une faim de surtravail trop excessive. Le propriétaire d'esclaves n'a pas d'intérêt à les faire travailler au-delà d'une certaine limite, parce qu'en général il consomme et ne vend pas les produits du travail de l'esclave, alors qu'il devrait payer en argent un nouvel esclave si le premier mourrait ou devenait invalide. Le propriétaire féodal fait travailler gratuitement le paysan sur sa propre terre les jours de corvée bien que ce travail apparaisse comme inhumain, il produit un taux de surtravail inférieur à celui du capitalisme moderne (ch.X, 2).

23. Le capital et la plus-value.

Jusqu'à ce point l'analyse a été conduite en supposant que le capitaliste paie toujours la force de travail au même prix (salaire constant), et que ce prix en exprime exactement la valeur.

Si ces conditions sont respectées, c'est-à-dire si le temps de travail nécessaire reste inchangé, et comme la plus-value est donnée par l'expression :

capital variable x taux de la plus-value (pl')

le capital pour satisfaire son besoin d'obtenir le maximum de plus-value ne peut suivre qu'une de ces deux voies :

1° - accroître le taux de la plus-value, c'est-à-dire le surtravail, c'est-à-dire la durée de la journée de travail - mais nous avons déjà vu qu'elle tend historiquement à diminuer.

2° - augmenter le vapital variable, ce qui ne peut se faire qu'en augmentant le nombre des ouvriers. Par suite le capital fait continuellement de nouveaux pas en avant, transformant en ouvriers les artisans, les petits propriétaires, etc.. exploitant l'augmentation de la population, l'urbanisme, la colonisation. Toutefois malgré cette tendance à l'augmentation de la masse de capital variable, seul moyen pour augmenter la masse de la plus-value, on voit que le capital est toujours plus contraint, dans la production moderne, à prendre la forme de capital constant. Mais l'analyse ultérieure montrera que cette contradiction avec la loi de la dépendance entre capital variable et plus value n'est qu'apparente (III).

(III)- A cause de sa longueur la Note (III) a été renvoyée à la fin du présent article.

Etant bien entendu que la production de plus-value est la caractéristique du capitalisme, on peut faire quelques autres observations sur les conditions initiales nécessaires pour qu'apparaisse le phénomène capitaliste. Le futur patron doit avoir des moyens financiers suffisants pour occuper un nombre minimum d'ouvriers, tel qu'il lui garantisse une plus-value suffisante non seulement pour améliorer sa teneur de vie personnelle , mais encore pour lui permettre de mettre de côté une somme d'argent à transformer ultérieurement en capital.

Ces minima sont très variables avec les conditions sociales; nous avons ici un exemple de distinction purement quantitative qui donne lieu à une différence qualitative (entre l'artisan ou le maître de boutique et le capitaliste).

Par suite,la transformation technique des procédés de production n'est pas une condition indispensable à l'établissement de rapports capitalistes. Le capitalisme est né en utilisant la technique traditionnelle. Par la suite seulement sont venues les révolutions dans le domaine de la technique, le machinisme et l'emploi des forces mécaniques. Pour nous, de telles innovations d'une part sont développées sur un rythme toujours plus accéléré par les nécessités mêmes du capitalisme et, d'autre part, constituent autant de conditions qui rendent possible, techniquement et économiquement l'abolition du capitalisme lui-même.

Note I, page 6

Dans l'oeuvre de Marx, toute cette première exposition de la formation de la plus-value est étayée et animée par une description du rapport qui s'établit entre patrons et ouvriers au travers d'une molémique contre l'école économique bourgeoise officielle et les concepts éthiques et juridiques vides de sens qui sont à la base des institutions actuelles, ou plutôt de leur apologie. Marx souligne pas à pas ceux de ses constatations et de ses postulats qui sont présentés d'une manière pacifique par les économistes vulgaires et les détours et les truquages qu'ils emploient pour éviter ses conclusions rigoureuses et scientifiques, par souci de préserver les intérêts de la classe capitaliste, dont ils se sont fait les valets.

Dans ses références historiques Marx souligne avec une efficacité incomparable les thèses suivantes, que nous retrouverons plus loin et qui sont essentielles dans la théorie marxiste: l'extorsion de plus-value n'a pas existé à toutes les époques sociales, car elle n'apparait pas dans les communautés primitives ou dans la production autonome, individuelle et familiale du petit artisan et du petit paysan propriétaire et libre - c'est-à-dire non soumis aux dîmes et aux corvées. Elle se manifeste pourtant dans diverses formes : esclavage, servitude féodale, salariat. Ces points fondamentaux sont destinés à préparer le terrain à la démonstration suivante: le fait du surtravail et de la plus-value, et donc de l'exploitation n'étant pas inséparable de tout type d'économie - comme le prétend le théoricien bourgeois - pourra disparaître dans l'économie future.

Dans une brillante critique de type éthico-juridique l'auteur feint dialectiquement de prendre au sérieux les normes morales de la philosophie bourgeoise et celles du droit actuel, en les réduisant à l'absurde et au ridicule. Il y démontre en effet la parfaite équité légale, éthique et chrétienne de tout ce qui se produit sur le marché, avec ces échanges où chacun vend au juste prix ce qui lui appartient de droit, et il dévoile enfin l' "escroquerie" que dissimulait le secret du procès productif. Afin de préparer les matériaux nécessaires à un jugement sur les super-structures philosophiques, religieuses, morales et politiques du monde capitaliste il est souligné que deux conditions doivent être remplies pour que le "jeu" de l'accumulation de plus-value soit possible chaque fois que le capitaliste est mis en contact avec le travailleur, et pour que ce phénomène se développe sur une échelle toujours plus vaste au cours du processus historique. Ces deux conditions résident dans la liberté du travailleur à deux points de vue. Il doit être libre d'aliéner sa propre force de travail, et pour ce faire le nouveau droit (pour lequel tous les citoyens sont égaux devant la loi) doit avoir brisé la servitude féodale qui liait les hommes à la terre, et l'organisation corporative qui les liait au métier et à la boutique; en second lieu, il doit être libre de toute possession, pour son propre compte, d'instruments de travail et de petits approvisionnements de matières premières comme lorsqu'il était artisan ou paysan, et ceci se réalise au travers de l'expropriation primitive des petits producteurs d'où est né - "suant le sang et la boue par tous ses pores" - le capitalisme.

Il est démontré en même temps qu'un tel processus - pour infâme qu'il soit - était nécessaire pour conduire à des

formes de production capables de réaliser un rendement plus élevé, imposé par les moyens techniques modernes. Mais l'acquisition de ces éléments descriptifs et critiques du mode de production actuel et de la voie qu'il a empruntée pour se réaliser, sert de base à cette thèse: ses caractères actifs, comme l'application des découvertes scientifiques et du machinisme, et le principe du travail associé et coordonné d'un nombre toujours plus grand de producteurs, ne sont pas inséparables de l'extorsion de plus-value et du monopole des moyens de production et d'échange de la part de la classe capitaliste.

L'étude de l'oeuvre de Marx et son utilisation comme moyen de propagande et de lutte de classe et de parti peut se faire après que l'on ait acquis la ligne centrale de la recherche et de la déduction dont nous avons essayé de poser le schéma (aride peut-être, mais clair) et en suivant ensuite le développement de la "narration" de Marx, en s'arrêtant plus particulièrement sur les passages qui semblent au premier abord n'être que des digressions, mais qui sont, en fait, des synthèses et des anticipations des positions programmatiques et politiques des communistes.

Ceci pour démentir ceux qui prétendent bêtement que le véritable "esprit" du marxisme réside dans une froide description des phénomènes économiques du monde social actuel, se gardant bien de risquer des prévisions et de manifester sa ferme résolution de le renverser.

Note II, page 46

On ne doit pas trouver trop aride cette succession de formules. Elle veut être une démonstration de la validité de la loi générale de la plus-value formulée par Marx, dans la représentation de l'entreprise économique capitaliste. Nous sommes ici à la fin de Section III qui établit la définition de la plus-value. A la fin de la section V, et avant de passer à l'exposé de l'accumulation du capital. Marx, dans un petit chapitre résumant les diverses formules de la plus-value, oppose les deux groupes de formules qui caractérisent l'économie classique bourgeoise et l'économie marxiste (XVI° Chapitre du texte original).

Toutes deux prennent pour fondement le fait que la valeur est donnée par le travail. Mais elles présentent les choses de manière très différente lorsqu'il s'agit de répondre à cette

question: pendant quelle partie de la journée l'ouvrier travaille-t-il pour lui, et pendant quelle partie travaille-t-il pour le patron de l'entreprise ?

Dans les deux cas nous pouvons parler de travail nécessaire pour la première partie, celle qui est entièrement rétribuée, et de surtravail pour la seconde partie (du temps de travail) dont l'équivalent forme le profit du possesseur de l'entreprise.

Suivant l'économie bourgeoise les formules sont les suivantes :

$$\frac{\text{Surtravail}}{\text{Travail nécessaire}} = \frac{\text{Plus-value}}{\text{Coût du produit}}$$

En d'autres termes, ce rapport reproduit ce que la comptabilité capitaliste appelle taux de profit, dividende,etc.. Nous trouvons la même fraction en écrivant au numérateur la " marge" bénéficiaire sur une production donnée, c'est-à-dire l'excédent du prix réalisé sur le coût total, et au dénominateur ce même coût.

Si une automobile, par exemple, coûte, pour ce qui concerne les matières premières, les salaires, l'usure des machines,etc... 100 000 Frs, et si elle est vendue à 110 000 Frs, l'entreprise réalise un profit de 10%. On prétend alors que l'ouvrier n'est exploité que pendant 10% de son temps de travail. S'il a travaillé 11 heures, 10 heures lui seraient intégralement payées, et il ne travaillerait qu'une heure seulement pour le capitaliste.

L'économie officielle moderne, avec ses prétentions d'exactitude positive, reproduit toujours cette thèse et nie donc la théorie de la plus-value de Marx, en affectant de la considérer comme un brillant exercice polémique et non comme un résultat scientifique.

Dans notre théorie, au contraire, les formules prennent une allure bien différente et sont, en partant du même rapport initial :

$$\frac{\text{Surtravail}}{\text{Travail nécessaire}} = \frac{\text{Plus-value}}{\text{capital variable}} = \frac{\text{Plus-value}}{\text{salaires}}$$

Le degré d'exploitation, c'est-à-dire la quantité de travail non payé, est mis en rapport non pas avec les dépenses totales, c'est-à-dire l'intégralité du capital anticipé, mais seulement avec la dépense effectuée pour les salaires que nous appelons la partie variable du capital total.

La différence entre les deux conceptions est énorme. Quantitativement comme Marx le montre, notre conception implique que le taux de la plus-value non seulement est beaucoup plus élevé, mais encore peut très bien dépasser les 100%, sa limite théorique maximum dans la formule de l'économie bourgeoise. Si, dans l'automobile que nous avons prise pour exemple, il entre pour 20 000 Frs de salaires, le taux monte de 10% à 50% (10 000 de profit sur 20 000 de capital variable). Un tiers de la journée de travail n'est pas rétribué; il existe des cas, comme celui que cite Marx pour l'agriculture anglaise, où le taux monte à 300%.

Qualitativement d'autre part, la formule de l'économie vulgaire s'applique à montrer le rapport entre salariés et capitalistes comme une forme de libre association tandis que la loi marxiste en démontre le caractère fondamentalement antagonique.

Nous avons voulu démontrer par notre petit calcul sur la fusion de deux entreprises que l'institution du rapport quantitatif entre plus-value et capital variable n'est pas arbitraire mais que c'est lui seulement qui peut rendre compte du phénomène étudié, étant donné que ce qui apparait, dans un cycle isolé, comme capital constant détenu par le propriétaire de l'entreprise, n'est que le produit accumulé de capitaux variables précédents, qui ont donné lieu à d'autres plus-values, à d'autres travaux non payés.

Tout le "truc" réside dans la présentation habituelle des "bilans" des entreprises productives (même non privées)que l'économie académique et la légalité bourgeoise acceptent comme évidents et fidèles à la réalité.

Note III - page 48

Puisque la plus-value accumulée devient un nouveau capital et que la plus-value naît du capital investi dans le travail, il y a une limite à l'accumulation donnée par la potentialité de toute la population travailleuse. Cette limite

tend à augmenter avec le nombre des habitants de la terre, l'extension des aires dans lesquelles s'est diffusée la "civilisation" capitaliste, et la proportion des prolétaires par rapport à l'ensemble de la population, déterminée par l'expropriation progressive des classes moyennes.

Mais ne semble-t-il pas que l'énorme masse des capitaux constants c'est-à-dire des capitaux représentés par des installations et par des réserves de marchandises (produits) ont crû dans le monde moderne d'une façon plus puissante encore que la masse des journées de travail mises à la disposition du capital? Et ceci ne contredit-il pas la construction marxiste ?

Nous ne voulons certes pas ici répondre à une telle question puisqu'il nous faut auparavant exposer et comprendre toute la doctrine de l'accumulation (section VII) et également la théorie de l'école marxiste sur l'impérialisme.

Mais il est intéressant de voir quelle solution "conservatrice", c'est-à-dire qui prolonge la durée du cycle capitaliste, est fournie par la "destruction" du capital constant produit - installations et réserves - et la réduction de pays déjà riches et avancés dans le domaine industriel à l'état de pays sous-développés, par la dévastation des installations (fabriques, voies ferrées, navires, machines, constructions de tous genres,etc...)

Ainsi la reconstitution de cette masse énorme de capital mort impulse une course folle à l'investissement de capital variable, c'est-à-dire de travail vivant et exploité.

La guerre se charge d'effectuer cette élimination d'installations et de réserves, tandis que la destruction de travailleurs n'entame pas leur production, par suite de la prolifération de l'animal-homme.

On s'installe ensuite dans la très civilisée " reconstruction" (la plus-belle affaire du siècle pour les bourgeois et que nous, élèves de Marx, considérons comme un aspect de la barbarie capitaliste plus criminel encore que la destruction en temps de guerre elle-même.

AVANT - PROPOS

" Le Principe Démocratique " a paru pour la première fois dans la revue théorique du Parti Communiste d'Italie, "Rassegna Communista" en février 1922, c'est à dire trois ans après la fondation de l'Internationale communiste à Moscou. Sous l'impulsion de Lénine, mais avec plus ou moins de vigueur et de rigueur selon les pays, le communisme livrait à l'époque contre le socialisme réformiste et démocratique une bataille qui restera son plus beau titre de gloire, et qui était justifiée par la trahison de ce socialisme face au premier conflit impérialiste, face à la révolution russe et face à la lutte de classe de l'après-guerre.

Dans cette lutte, les marxistes italiens comptèrent dès le début parmi les plus décidés et les plus rigoureux. Dans "le Principe Démocratique" on trouvera donc les mêmes positions fondamentales que dans les "Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne" présentées en Mars 1919 par Lénine au congrès constitutif de la nouvelle Internationale, et dirigées essentiellement contre les idées qui avaient cours dans l'ancienne sur ces points capitaux.

On y trouvera aussi quelque chose de plus, une préoccupation politique qui a été à la fois la principale caractéristique et la contribution la plus précieuse des marxistes italiens au sein du mouvement communiste. Cette préoccupation, une petite phrase du texte suffit à la définir clairement : ".... APPROFONDIR LE FOSSE ENTRE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LE SOCIALISME". Ce "fossé" existait dès l'origine, et seules les décades de politique conciliatrice du réformisme d'avant 1914 avaient pu parvenir à le combler: cela, Lénine et les Bolchéviks l'avaient dit et répété alors que les communistes de Rassegna Comunista étaient encore au berceau. Depuis des décades, Lénine s'employait de toutes ses forces à "déblayer" ce "fossé" salutaire. Les marxistes italiens, qui se trouvaient entrer dans l'arène au moment même où ses efforts avaient été couronnés par la victoire non pas DEMOCRATIQUE, mais COMMUNISTE du bolchévisme russe, ne se contentèrent pas du déblaiement déjà effectué dans les premiers Congrès internationaux. Ils réclamèrent que le fossé fût encore APPROFONDI et ceci pour éviter la REPETITION historique de l'engloutissement du socialisme marxiste par la démocratie, dans lequel se résumait toute la faillite par la IIme Internationale.

Vivant non pas dans la Russie révolutionnaire, mais dans l'Occident réformiste et de vieille rouerie parlementaire, ils étaient mieux placés que les bolchéviks pour sentir que " le mouvement communiste n'était pas préservé par avance de mille dangers de dégénérescence et de dissolution". Plus jeunes que les bolchéviks de toute une génération, leurs regards portaient plus loin dans l'avenir d'un communisme qui, en 1922, apparaissait rien moins que définitivement assuré dans le monde. L'histoire se chargea de prouver qu'ils n'avaient eu que trop raison.

Quand " le Principe Démocratique " (qui répondait, répétons-le à cette préoccupation originale et malheureusement unique dans le mouvement communiste) parut pour la deuxième fois, en décembre 1933, dans une petite publication d'émigrés italiens, Bilan, le fossé entre socialisme (ou plutôt communisme) et démocratie était déjà bien en voie de s'effacer à nouveau. En effet ce qui caractérisait la situation de 1933, n'était pas tant la dislocation des organisations communistes et l'écrasement du prolétariat dans l'Italie fasciste et dans l'Allemagne hitlérienne que LA DECOMPOSITION INTERNE AVANCEE, DOCTRINALE ET PRATIQUE DU MOUVEMENT COMMUNISTE EN TANT QUE MOUVEMENT DE REVOLUTION SOCIALE. Nous ne pouvons nous étendre sur cette thèse capitale dans le cadre étroit de cet avant-propos. Disons seulement que cette décomposition se traduisait par deux faits essentiels : le glissement des partis du terrain du communisme à celui de la défense des libertés constitutionnelles et de la République démocratique contre l'attaque " illégale" du parti totalitaire, bourgeois; le passage de l'Internationale de la lutte pour la révolution mondiale à la défense du pouvoir soviétique en toutes circonstances, y compris la guerre impérialiste. Bref par l'ANTI FASCISME, annoncé dès 1924 en Italie et appelé à d'effrayants développements jusqu'à l'adhésion à la guerre anti-hitlérienne et mussolinienne, mais IMPERIALISTE de 1940. Et par le SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS.

C'est par cette double voie que le fossé entre socialisme et démocratie a été une nouvelle fois comblé. De toute façon, la réalité est là : au XXme Congrès du P.C.R., il y a deux ans, les ex-communistes reprenaient ouvertement la thèse social-démocrate des "voies parlementaires au socialisme". Pourtant la chose la plus amère n'est pas encore celle-là. Elle est de voir certaine opposition prétendûment marxiste et révolutionnaire invoquer parfois les écrits de Lénine lui-même pour NIER que ce fossé dût être approfondi, EMPECHANT ainsi qu'il soit même simplement rétabli. C'est ce fait, plus encore que le fiasco final et prévu des renégats du mouvement communiste officiel, qui nous incite à publier, en 1958, une nouvelle traduction française de cet ancien et jeune écrit.

o

o o

Lorsqu'il parut pour la première fois en français en 1933 " Le Principe Démocratique" ne rencontra aucun écho, même dans l'avant-garde. Les conditions politiques générales définies en premier lieu par l'offensive "stalinienne" contre la Gauche vouaient toutes les rééditions d'écrits marxistes de la "bonne époque" à la plus complète obscurité : ce fut le sort des Thèses et résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale elles-mêmes que des opposants tentèrent vainement de jeter à la face des renégats qui les avaient fait disparaître de la circulation. Pour "Le Principe Démocratique" c'est l'originalité même de son dessein(dont nous venons de voir les implications politiques) qui jouait contre lui. Il nous faut en dire quelques mots.

Le but de l'article ne se limite pas à la critique de la "démocratie bourgeoise" déjà réalisée avec vigueur dans les thèses et les écrits de Lénine. Il va plus loin. De fait, l'erreur couramment dénoncée de la démocratie bourgeoise, qui est de considérer la société - ou la nation - comme un tout homogène, alors que pour nous elle est déchirée par des antagonismes de classe, et donc d'affirmer que l'Etat représente les intérêts de tous les citoyens, dérive d'une prémisse théorique qu'il faut affronter directement en tant que telle. Cette prémisse est que les atomes constitutifs de cette société - ou de cette nation - autrement dit la "plus petite réalité sociale", la réalité sociale irréductible à tout autre élément plus simple, est l'INDIVIDU. C'est cette conception théorique qui est fausse, mais encore fallait-il le démontrer. Pour cela, la critique politique ne suffisait pas. Il fallait faire appel à la méthode matérialiste marxiste, dans son opposition avec l'abstraction métaphysique de la pensée bourgeoise. Que le lecteur ne se choque donc pas de trouver sous le titre du " Principe démocratique" des passages concernant par exemple la société primitive, ou les castes antiques, ou les doctrines spiritualistes du droit divin. Il n'y a là aucun vain étalage d'érudition, mais au contraire des développements indispensables à la démonstration de cette thèse: la plus petite unité sociale,c'est-à-dire le facteur le plus simple, le facteur irréductible, du développement historique n'est jamais en réalité l'individu, mais toujours une collectivité. En d'autres termes, si l'individu peut bien être l'objet d'observation par exemple pour la science médicale, voire pour la psychologie, il ne saurait l'être pour la science historique ou la sociologie scientifique. En ceci, Rassegna Comunista ne faisait aucune découverte nouvelle: elle se servait d'une vieille découverte marxiste dans un but politique qui mérite d'être souligné. En effet en rappelant que c'était le PRINCIPE même de la démocratie qui était entaché d'erreur bourgeoise, elle visait à démontrer qu'il le restait QUEL QUE SOIT L'OBJET AUQUEL IL ETAIT APPLIQUE, fut-il les collectivités non déchirées par des oppositions de classe (soviets - syndicats - parti) .

Bref, son but était de généraliser la critique marxiste de la démocratie pure du cas de la démocratie bourgeoise, que les communistes avaient fouillé à fond, à celui, encore tabou pour beaucoup, de la démocratie prolétarienne. Et ce faisant de traquer dans ses ultimes retranchements l'idéalisme d'origine bourgeoise. Inutile de dire que pareille entreprise était de nature à provoquer réprobation et horreur même dans le camp prolétarien: la réaction banale était en effet de s'imaginer que le marxisme italien voulait rétablir par la bande on ne sait quel principe abstrait, constitutionnel, d'autorité, ou justifier quelque secret mépris philistin des masses. Cela a conduit bien des esprits indigents ou de formation trop sommaire, à nous accuser d'être "des espèces de staliniens". Ironie incomparable! Ce que le marxiste lit dans ces pages de 1922, c'est justement comme une mise en garde prophétique contre l'ignoble, l'oppressant spectacle qui devait commencer peu d'années plus tard, et qui n'a pas encore quitté la scène : les meilleurs révolutionnaires, les véritables continuateurs du communisme condamnés à main levée dans les assemblées ouvrières et populaires, le communisme banni à la majorité démocratique par les PROLETAIRES eux-mêmes !!! Et là ou l'opposant vulgaire ne sait voir, dans le stalinisme de funeste mémoire, qu'une négation sacrilège de la sainte démocratie, ce que le marxiste y voit c'est la plus éclatante confirmation historique du mensonge sans limite du PRINCIPE democratique JUSQUE DANS SON APPLICATION AUX COLLECTIVITES OUVRIERES.

Pas plus en 1958 qu'en 1922 nous n'entendons tirer des conclusions CONSTITUTIONNELLES de cette critique - et de ces faits. L'article démontre que ce serait retomber d'une autre façon dans l'abstraction idéaliste que l'on cherchait justement à chasser de ces derniers retranchements. Et il admet qu'autant au sein du syndicat ou du parti avant la révolution que dans les organes de la dictature prolétarienne après, on pourra bien continuer à user du mécanisme majoritaire, à défaut d'un autre meilleur. Celui que cette déclaration "soulagerait" prouverait seulement qu'il n'a rien compris, qu'il ne parvient pas à sortir de l'opposition abstraite entre "autorité" et "démocratie", et d'une horreur toute libérale pour la première. La portée de l'écrit est tout autre et se résume dans un résultat historique qui pour être aujourd'hui obscur (comme tout ce qui touche au communisme révolutionnaire) n'en apparaîtra pas moins de première importance dans l'avenir: s'il est, dans toute l'opposition antistalinienne - ou anti-krouchtchevienne, UN courant qui n'ait pas repassé à reculons le "fossé" qui a toujours séparé la démocratie bourgeoise du communisme pour aller s'embourber dans les sables mouvants d'une des innombrables démocraties dont la pensée politique moderne est empoisonnée (démocratie progressive ou ouvrière, populaire ou bourgeoise), c'est

LE courant qui depuis plus de trente ans considère l'écrit que nous présentons ici comme un "classique". Le lecteur peut en trouver une illustration récente dans les réactions politiques respectives de notre tendance et de l'opposition "anti-bureaucratique" aux évènements hongrois.

L'épreuve de la lutte de classe est souveraine : c'est parce que le marxisme d'inspiration "italienne" y a résiste brillamment que nous pensons que " Le Principe Démocratique" mérite d'évoir valeur de "classique" non seulement pour nous, mais pour tous les communistes de l'avenir !

LE PRINCIPE DEMOCRATIQUE

L'emploi de certains termes dans l'exposition des problèmes du communisme engendre bien souvent des équivoques à cause des sens différents qu'on peut leur donner. Tel est le cas des mots DEMOCRATIE et DEMOCRATIQUE. Dans ses affirmations de principe, le communisme marxiste se présente comme une critique et une négation de la démocratie. Pourtant les communistes défendent souvent le caractère démocratique des organisations prolétariennes (système étatique des conseils ouvriers, syndicat, parti) et l'application de la démocratie en leur sein. Il n'y a évidemment là aucune contradiction : on ne peut rien objecter au dilemne DEMOCRATIE BOURGEOISE ou DEMOCRATIE PROLETARIENNE en tant qu'équivalent de DEMOCRATIE BOURGEOISE ou DICTATURE PROLETARIENNE.

La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde en effet sur le caractère de classe de la société présente : elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division en classes de la société déterminée par la nature du mode de production.

La liberté et l'égalité politiques qui, d'après les théories libérales, se manifestent aujourd'hui dans le droit de vote n'ont de sens que sur une base excluant la disparité des conditions économiques fondamentales qui règne dans la société: voilà pourquoi les communistes en acceptent l'application à l'intérieur des organisations de classe du prolétariat et soutiennent qu'il faut donner un caractère démocratique à leur fonctionnement.

On pourrait souhaiter que, dans ce cas, un terme différent soit employé, afin d'éviter les équivoques et de ne pas revaloriser le concept de "démocratie", si chargé de suggestions dangereuses que nous avons bien du mal à détruire. Même si l'on y renonce, il sera utile d'approfondir le contenu même du principe démocratique, non seulement dans son acception générale, mais dans son application particulière à des organisations homogènes du point de vue de classe. Cela nous évitera d'ériger la

démocratie ouvrière en principe absolu de vérité et de justice, et donc de retomber dans un apriorisme étranger à toute notre doctrine au moment même où nous nous efforçons par notre critique de débarrasser le terrain du mensonge et de l'arbitraire qui forment le contenu des théories libérales.

o

o o

A la base d'une erreur de tactique politique, on trouvera toujours une erreur de doctrine. Si l'on veut, la seconde est la traduction de la première dans le langage de notre conscience critique collective. C'est ainsi que toute la politique et la tactique pernicieuse de la social-démocratie ont leur reflet dans l'erreur de principe qui consiste à présenter le socialisme comme l'héritier d'une partie substantielle de la doctrine que le libéralisme a opposée aux vieux spiritualismes.

En réalité, bien loin d'accepter la critique libérale de l'aristocratie et de la monarchie absolue d'Ancien Régime pour la compléter ensuite, le socialisme marxiste se mit dès le début en devoir de la démolir.

Il ne s'agissait évidemment pas pour lui de défendre les doctrines spiritualistes ou idéalistes contre le matérialisme voltairien des révolutionnaires bourgeois : il s'agissait de démontrer qu'en s'imaginant être sortis des brumes de la métaphysique et des non-sens de l'idéalisme grâce à leur philosophie politique "encyclopédiste", les théoriciens de ce matérialisme se faisaient illusion sur eux-mêmes, et que, pas plus que leurs prédécesseurs ils n'étaient en mesure de résister à la critique vraiment réaliste des phénomènes sociaux et historiques fondée sur le matérialisme nouveau, le matérialisme de Marx.

Ceci dit, il est clair qu'il n'est nullement nécessaire de reviser les principes de notre mouvement dans un sens idéaliste ou néo-idéaliste pour approfondir le fosse entre socialisme et démocratie bourgeoise, et pour rendre à la doctrine révolutionnaire le contenu puissamment subversif qu'elle possédait avant les innombrables altérations que lui ont fait subir les responsables de la fornication avec cette démocratie. Pour cela il suffit tout simplement de se reporter aux positions des maîtres du marxisme face aux tromperies du libéralisme et du matérialisme bourgeois.

Pour en rester à notre argument nous dirons que la critique de la démocratie par le socialisme était en substance une CRITIQUE DE LA CRITIQUE qu'elle avait exercée contre les vieilles philosophies spiritualistes, une négation de leur prétendue opposition universelle, une démonstration de leur ressemblance théorique. D'ailleurs, pratiquement, le prolétariat a-t-il tellement eu à se louer de ce que la direction de la société soit passée des mains de la noblesse féodale, monarchiste et religieuse à celles de la jeune bourgeoisie commerciale et industrielle ? Non, et la démonstration théorique du fait que, bien loin d'avoir dépassé les erreurs des régimes despotiques, la nouvelle philosophie n'était elle-même qu'un monument de sophismes nouveaux correspondant à une réalité concrète: la NEGATION de la prétention bourgeoise d'avoir organisé pour toujours l'administration de la société sur des bases pacifiques et indéfiniment perfectibles grâce au droit de vote et au parlementarisme CONTENUE DANS L'APPARITION DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT.

Les vieilles doctrines politiques fondées sur des concepts spiritualistes ou même sur le principe de la révélation prétendaient que si certains individus, certaines familles, certaines castes dirigeaient et administraient la vie collective, c'est que la tâche leur en avait été confiée par les forces surnaturelles gouvernant la conscience et la volonté des hommes - bref, qu'ils étaient les dépositaires de l'autorité par investiture divine.

A cette assertion, la philosophie démocratique opposa le principe de l'égalité morale, politique et juridique de tous les citoyens, qu'ils fussent nobles, ecclésiastiques ou plébéiens. Elle voulut universaliser la souveraineté en la transférant du cercle étroit de la caste et de la dynastie au peuple tout entier grâce au suffrage universel et à la consultation démocratiques, acte de volonté par lequel la majorité des citoyens devait désigner ses gouvernants.

Pendant longtemps le rationalisme de cette philosophie semble le dernier mot tant de la science sociale que de l'art politique. Bien des prétendus socialistes s'en sont proclamés solidaires. Pourtant, toutes les foudres que les prêtres des différentes religions et les philosophes spiritualistes ont lancées contre elles n'ont pas suffi à nous le faire reconnaître comme une victoire définitive de la vérité sur l'erreur obscurantiste : c'est que l'affirmation selon laquelle le temps des "privilèges" est révolu depuis l'instauration du système parlementaire ne résiste pas à la critique marxiste, qui projette une tout autre lumière sur la nature des phénomènes sociaux.

Pour être séduit par la "logique" de la doctrine libérale, il faudrait en effet admettre au départ que le vote - c'est-à-dire l'avis, l'opinion, la conscience - de chaque électeur a, dans l'acte de délégation des pouvoirs, le même poids que celui du voisin. Combien un tel concept est peu réaliste, peu "matérialiste", cela ressort déjà du fait qu'il suppose que chaque homme constitue une "unité" parfaite au sein d'un ensemble composé d'autant d'unités potentiellement équivalentes. Au lieu d'apprécier la valeur de la décision de l'individu en fonction de ses multiples conditions de vie, c'est-à-dire de ses mille rapports avec les autres, la doctrine démocratique l'affirme a priori, théoriquement, en supposant que l'individu est "souverain".

Cela équivaut à refuser de voir dans la conscience des hommes le reflet des faits concrets et des déterminations du milieu : mais si cette conscience est la même chez le malade que chez l'homme sain, chez l'affamé que chez celui dont tous les besoins sont harmonieusement satisfaits, qu'est-elle d'autre qu'une étincelle allumée en chacun par on ne sait quelle divinité à l'équité providentielle ? Dieu ne désigne plus le monarque, dans la théorie démocratique, mais il confère à chacun une faculté égale de le désigner !

En dépit de son obstentation de réalisme, la critique démocratique repose donc sur des présuppositions qui ne le cèdent en rien pour la puérilité métaphysique à ce libre-arbitre qui, dans l'au-delà catholique, vaut aux hommes la damnation ou le salut. Se plaçant hors du temps et des contingences historiques, la démocratie théorique n'est pas moins entachée de spiritualisme que ne l'étaient, dans leur profonde erreur, les philosophies de la révélation et du droit divin.

A qui voudrait pousser plus à fond cette confrontation, il suffira de se souvenir que la doctrine démocratique a été présentée bien des siècles avant la Déclaration des Droits de l'Homme et la grande révolution par des penseurs qui se plaçaient résolument sur le terrain de l'idéalisme et de la métaphysique. Au reste, volontairement ou involontairement la grande révolution elle-même n'abattit les autels du dieu chrétien au nom de la Raison que pour faire aussitôt de celle-ci une divinité nouvelle.

Incompatible avec la critique marxiste, cette prémisse métaphysique n'est nullement le propre de la doctrine échafaudée

par le libéralisme bourgeois : elle appartient à toutes les doctrines constitutionnelles et à tous les plans de société nouvelle qui se fondent sur la "vertu intrinsèque " de certains schémas de rapports sociaux et politiques. En édifiant sa propre doctrine de l'histoire le marxisme a donc démoli du même coup idéalisme médiéval, libéralisme bourgeois et socialisme utopique.

o

o o

Toutes les doctrines qui sont à la base des constitutions aristocratiques ou démocratiques, autoritaires ou libérales sont arbitraires, de même que la conception anarchiste d'une société sans hiérarchie et sans délégation de pouvoirs, qui procède d'erreurs analogues. Le communisme critique leur a opposé une étude autrement profonde de la nature des rapports sociaux et de leur raison d'être, qu'il a recherchée dans l'évolution complexe que ces rapports subissent tout au long de l'histoire humaine. De l'analyse attentive de leurs caractères propres dans la société capitaliste présente, il a tiré en outre une série d'hypothèses raisonnées sur leur évolution ultérieure, auxquelles est venue s'ajouter la formidable contribution théorique et pratique de la révolution russe.

Il est superflu de développer ici les principes bien connus du déterminisme économique et les arguments qui en justifient l'emploi pour interpréter les faits historiques et le mécanisme social : en prenant pour principes d'analyse les facteurs relevant de la production, de l'économie et des rapports de classes qui en dérivent, on élimine l'apriorisme commun aux conservateurs et aux utopistes, frayant ainsi la voie à une interprétation scientifique des faits juridiques, politiques et militaires aussi bien que religieux et culturels, qui sont autant de manifestations de la vie sociale.

Nous nous limiterons donc à retracer sommairement l'évolution du mode d'organisation sociale au cours de l'histoire, c'est à dire du regroupement des hommes non seulement dans l'Etat, représentation abstraite d'une collectivité dans laquelle les individualités se fondent, mais aussi dans les différents organismes qui dérivent des rapports entre individus.

A la base de toute hiérarchie sociale, étendue ou limitée, il y a rapports entre individus différents, et à la base de ces rapports, division de fonctions sociales.

Nous pouvons imaginer sans risque d'erreur grave qu'à l'origine l'espèce humaine vivait sans aucune espèce d'organisation. Encore peu nombreux, les individus pouvaient tirer leurs moyens de subsistance directement de la nature, c'est-à-dire sans travail. Dans ces conditions, personne n'avait besoin de ses semblables pour vivre, et les seuls rapports connus étaient les rapports de reproduction sexuelle communs à toutes les espèces. Pour l'espèce humaine cependant (et pas seulement pour elle, d'ailleurs), ceux-ci constituaient déjà une base suffisante à l'apparition d'une hiérarchie: la famille. Qu'elle soit de forme polygamique, polyandrique ou monogamique, la famille représente bien un embryon de vie sociale organisée puisqu'elle se fonde sur la division des fonctions: la division, dans ce cas, est une conséquence directe des facteurs physiologiques qui vouent la mère à la garde et à l'éducation des enfants, tandis que le père se consacre à la chasse, à la conquête du butin et à la protection contre les ennemis extérieurs.

Nous n'avons pas à nous demander si dans cette phase initiale qui ignore toute production, et partant toute économie, c'est à l'unité - individu ou à l'unité - société que l'on a à faire pas plus d'ailleurs que dans les phases ultérieures où l'économie apparaît : c'est une question trop abstraite pour mériter qu'on s'y arrête.

L'individu possède sans aucun doute une unité biologique, mais en tant qu'unité sociale, il n'est plus qu'une élucubration métaphysique : du point de vue social, les individus n'ont en effet pas la même valeur, et la collectivité naît de rapports et de groupements dans lesquels la place et l'activité de chacun ne dérivent pas d'une fonction individuelle, mais d'une fonction collective déterminée par les multiples influences du milieu social. Même dans le cas élémentaire d'une société inorganisée (ou d'une absence de société.) la base physiologique sur laquelle s'édifie la famille suffit déjà à réfuter la doctrine arbitraire qui présente l'individu comme une unité irréductible et indivisible (au sens littéral du terme) et éminemment susceptible de se combiner avec d'autres, sans cesser de se distinguer d'elles, ni de leur être, en un certain sens, équivalente.

Dans ce cas, il est évident qu'il n'existe pas davantage d'unité-société, les rapports entre les hommes (réduits à l'origine à la pure notion de l'existence d'autrui) étant extrêmement limités, puisque restreints au cercle de la famille ou du clan.

Qu'on nous permette d'anticiper, et de formuler tout de suite une conclusion qui s'impose d'elle-même; pas plus qu'elle n'a jamais existé dans le passé, l'unité-société n'existera probablement dans l'avenir autrement que comme une "limite" dont l'abolition des frontières de classes et d'états permettra de se rapprocher progressivement.

Partir de l'unité-individu pour se livrer à des déductions sociales, échafauder des théories de la société, voire la nier, c'est partir d'une prémisse irréelle qui, même dans ses formulations les plus modernes, n'est somme toute qu'une reproduction modifiée des concepts de révélation et de création divines, et de spiritualité indépendante de la vie organique et naturelle.

Dans la conception religieuse et idéaliste, chaque individu recevait du dieu créateur ou d'une quelconque force unique régissant les destinées de l'univers une sorte d'investiture qui faisait de lui une molécule autonome et bien définie au sein de l'agrégat social et qui le dotait de conscience, de volonté et de responsabilité indépendamment de tout facteur accidentel et des influences matérielles du milieu.

Dans le libéralisme démocratique et l'individualisme libertaire cette conception n'est modifiée qu'en apparence : aux yeux de la critique marxiste, l'âme comprise comme une étincelle placée en chacun par un être suprême; la souveraineté subjective de chaque électeur et l'autonomie illimitée du citoyen dans la société sans lois sont autant de philosophismes pèchant par la même puérilité, aussi résolument "matérialistes" qu'aient pu être les premiers libéraux bourgeois et les anarchistes.

A l'unité-individu correspond, en outre, dans ces doctrines, un monisme social tout aussi idéaliste selon lequel la société constituerait elle aussi une unité parfaite, répondant selon les uns à la volonté du dieu qui gouverne la vie de l'espèce et, selon les autres, aux exigences éternelles de la " nature humaine".

Pour en revenir au stade primitif de vie sociale que nous considérions plus haut, l'organisation familiale que nous y avons découverte nous amène à conclure que pour interpréter l'évolution de l'espèce, nous pouvons parfaitement nous passer de ces hypothèses métaphysiques que sont l'unité-individu et l'unité-société. En revanche, nous pouvons affirmer positivement que la famille est un type de collectivité organisée sur une base

unitaire. Nous nous garderons bien d'en faire un type fixe et permanent, et plus encore de l'idéaliser comme forme modèle de convivence sociale, contrairement à ce que font les anarchistes pour l'individu, ou que firent les absolutistes pour la monarchie d'Ancien Régime. Nous constatons simplement l'existence de la famille comme première unité de l'organisation humaine, unité à laquelle succèderont beaucoup d'autres, qui se modifiera elle-même sous bien des aspects, qui deviendra un élément constitutif d'autres collectivités plus larges et qui, peut-on supposer, disparaîtra dans les formes sociales très évoluées.

Nous ne ressentons pas le moindre besoin de nous déclarer en principe pour ou contre la famille, pas plus que, par exemple, pour ou contre l'Etat. Ce qui nous intéresse est de saisir dans la mesure du possible la signification de ces types d'organisation humaine. Quand nous nous demandons s'ils ne disparaîtront pas un jour, c'est de la façon la plus objective, car il n'entre pas dans notre esprit de les considérer ni comme pernicieux et à détruire, ni comme sacrés et intangibles : le conservatisme et son contraire, c'est-à-dire la négation de toute forme d'organisation et de hiérarchie sociales sont, nous le savons, aussi faibles l'un que l'autre du point de vue critique, et aussi stériles en résultats.

Il faut donc nous affranchir de l'opposition traditionnelle entre les catégories "individu" et "société" et rechercher dans l'histoire humaine l'apparition et l'évolution d'autres unités qui, elles, soient réelles : ces unités sont les collectivités organisées, regroupements humains tantôt vastes, tantôt restreints possédant une hiérarchie fondée sur la division des tâches. Les véritables facteurs, les véritables acteurs de la vie sociale, ce sont eux.

Ces unités réelles, on peut, dans un certain sens, les comparer à des organismes vivants dont les cellules, ayant respectivement leur nature et leur fonction propres, seraient représentées par des hommes ou par des groupes élémentaires. Il n'y a toutefois pas analogie complète : les collectivités sociales n'ont pas des limites aussi fixes et définies que les organismes vivants; et tandis que ces derniers obéissent aux lois biologiques implacables de la croissance et de la mort, elles se renouvellent continuellement, se mêlent les unes aux autres, se décomposent et se recomposent en même temps.

Si nous nous sommes arrêtés sur le premier exemple, fort

simple, de l'unité-famille, c'est que nous voulions démontrer une chose : si ces collectivités organisées que nous considérons sont évidemment bien composées d'individus et si leur composition est variable, elles n'en agissent pas moins comme "totalités organiques", si bien que vouloir les décomposer en unités-individus n'a aucun sens et relève du mythe. L'élément famille, par exemple, se présente comme un tout dont la vie ne dépend pas du nombre des individus qu'elle renferme, mais de leurs rapports qualitatifs. Pour en donner une illustration banale, une famille composée du chef, des épouses et de quelques vieillards impotents n'a pas la même valeur qu'une autre, comprenant, outre le chef, de jeunes hommes aptes au travail.

Cette première forme d'unité sociale, de regroupement organisé d'individus qu'est la famille est aussi le premier exemple de division des tâches. C'est là que l'on trouve la première hiérarchie, les premières formes d'autorité, c'est-à-dire de direction de l'activité des individus et d'administration des choses; mais à partir de là, l'évolution humaine passe par une foule d'autres formes d'organisation qui apparaissent toujours plus complexes et plus vastes. La raison de cette complexité croissante? C'est que les systèmes de production mis à la disposition des hommes par la technique et la science fournissent des quantités toujours plus grandes de produits (au sens le plus large) aptes à satisfaire les besoins de sociétés plus étendues évoluant vers des formes supérieures de vie. Cela détermine une différenciation accrue des fonctions, et du même coup une complication des rapports et des hiérarchies sociales. C'est pourquoi une analyse du processus de formation et de transformation des différentes organisations humaines, ainsi que du jeu de leurs rapports réciproques au sein de la société, doit se fonder sur la notion du développement de la technique et des rapports économiques qui naissent de la répartition des individus entre les différentes fonctions engendrées par le mécanisme productif. Qu'il s'agisse de dynasties de castes ou d'armées; d'états ou d'empires; de corporations ou de partis, l'étude de leur formation et de leur évolution doit s'appuyer sur ces éléments-là.

Au sommet de ce développement complexe, on peut penser qu'apparaîtra une forme d'unité, c'est-à-dire d'organisation sociale dont les limites coïncideront avec celles de l'humanité et qui réalisera une division rationnelle des tâches entre tous les hommes. Quel sens et quelles limites le système hiérarchique d'administration de la collectivité aura-t-il dans cette forme supérieure de convivence humaine? C'est une question à examiner.

Pour en venir à l'examen de ces organismes unitaires dont les rapports internes sont réglés par ce que l'on appelle couramment le "principe démocratique", nous distinguerons pour simplifier entre les collectivités recevant leur hiérarchie du dehors et celles qui la sélectionnent en leur propre sein.

Suivant la conception religieuse et la doctrine autoritaire pure, la société humaine serait une collectivité unitaire recevant sa hiérarchie de forces surnaturelles. Nous avons déjà vu cela plus haut, et il est inutile d'insister davantage sur le fait que toute notre expérience contredit à ce simplisme métaphysique : c'est la nécessité d'une division des tâches, raison toute naturelle, qui provoque la formation des hiérarchies dont évidemment la famille.

Une fois transformée en horde et en tribu, celle-ci doit s'organiser pour la lutte contre les tribus rivales : le commandement doit être confié aux éléments les plus aptes à utiliser les énergies communes et c'est en fonction de cette nécessité que se forme la hiérarchie militaire. Le critère du choix quand l'intérêt commun est apparu des milliers d'années avant l'électoralisme démocratique moderne, puisqu'à l'origine rois, chefs, militaires et sacerdotes étaient électifs. A la longue, cependant, d'autres critères de sélection l'ont emporté, donnant naissance à des privilèges de caste, comme par exemple la transmission héréditaire, l'initiation d'école ou de secte, etc.... Il n'en reste pas moins que dans les cas normaux, non seulement l'accession à un rang donné, mais sa transmission, étaient motivées par la possession de certaines aptitudes.

Nous n'avons pas l'intention de suivre ici tout le développement des castes, puis des classes, au sein de la société. Disons seulement que leur existence ne répond pas seulement à la nécessité logique d'une division des fonctions, mais également au fait que les couches occupant une position privilégiée dans le mécanisme économique finissent par monopoliser le pouvoir et l'influence sociale. D'une façon ou de l'autre, toute caste dirigeante se donne à elle-même une organisation et une hiérarchie, et il en va de même pour les classes économiquement privilégiées. Pour nous limiter à un seul exemple, l'aristocratie terrienne du moyen-âge en se coalisant contre les autres classes pour la défense des privilèges communs à tous les membres, a construit une forme d'organisation dont l'expression la plus achevée est la monarchie concentrant dans ses mains des pouvoirs publics à la formation desquels les autres couches de la population restaient complètement étrangères. L'Etat de l'époque féodale était l'organisation de la noblesse féodale appuyée par le clergé. La force de la monarchie reposait essentiellement sur l'armée, type de collectivité à hiérarchie constituée du dehors, puisque c'était le roi qui nommait les officiers et que l'obéissance passive était la règle.

Pourtant, ce n'est pas seulement dans l'Etat féodal, mais dans TOUTE forme d'état que la constitution et la direction des organes exécutifs tels qu'armée, police, magistrature et bureaucratie incombent à une autorité unique. Bien qu'utilisant matériellement l'activité d'individus de toutes les classes, l'Etat est organisé sur la base d'une ou de quelques classes privilégiées qui se réservent le pouvoir de constituer les différentes hiérarchies. Les autres classes, ou en général les groupes pour qui il n'est que trop évident que l'Etat ne défend pas, quoiqu'il prétende, les intérêts de tous, ces classes cherchent à se donner une organisation propre pour faire prévaloir leurs propres intérêts, les membres de celle-ci se recrutant selon le critère élémentaire d'une identité de situation dans la production et la vie économique.

Il nous faut donc en venir maintenant à ces organisations qui se donnent elles-mêmes leur hiérarchie. Si nous nous demandons quelle est la meilleure méthode pour assurer la défense des intérêts collectifs et éviter la formation de couches privilégiées, nous nous verrons proposer la méthode démocratique dont le principe est dans la consultation de la majorité pour la désignation des individus auxquels seront confiées les diverses charges.

Notre critique de cette méthode est beaucoup plus sévère quand elle est appliquée à l'ensemble de la société actuelle que quand il s'agit de l'introduire dans des organisations beaucoup moins vastes, comme les syndicats.

Dans le premier cas, elle est à repousser sans hésitation parce qu'elle est posée dans le vide, sans considération de la situation des individus dans l'économie, et qu'elle suppose la perfection intrinsèque du système, indépendamment des développements par lesquels la société est appelée.

L'existence de privilèges économiques et la division de la société en classes nettement distinctes enlèvent toute signification à une décision majoritaire. Notre critique réfute la prétention trompeuse de l'Etat démocratique parlementaire né des constitutions libérales modernes d'être une organisation de TOUS les citoyens dans l'intérêt de TOUS les citoyens.

Puisqu'il existe des intérêts opposés et des conflits de classe, aucune unité d'organisation n'est possible: en dépit de la souveraineté populaire, qui n'est que de pure forme, l'Etat reste l'organe de la classe économiquement supérieure et l'instrument de défense de ses intérêts. Malgré la représentation politique démocratique, la société bourgeoise nous apparaît comme un ensemble complexe d'organisations unitaires: beaucoup d'entre elles, issues des couches privilégiées et tendant donc à la conservation de l'appareil social

actuel, se regroupent autour de cet organisme puissamment centralisé qu'est l'Etat politique. Certaines autres peuvent être neutres ou changer d'attitude envers l'Etat. D'autres enfin, nées au sein des couches économiquement opprimées et exploitées, sont dirigées contre l'Etat de classe. Le communisme démontre donc comment l'application juridique et politique formelle du principe démocratique et majoritaire à tous les citoyens est impuissante à donner à l'Etat le caractère d'une unité organisative de toute la société ou de toute la nation. C'est pourtant ce que la démocratie politique prétend officiellement être, alors que c'est la forme convenant au pouvoir de la classe capitaliste, la forme de la dictature de cette classe particulière aux fins de conservation de ses privilèges.

Il n'est donc pas nécessaire de s'attarder à réfuter l'erreur qui consiste à attribuer la même indépendance et la même maturité à chaque électeur, qu'il soit ce travailleur épuisé par l'excès d'effort physique ou ce riche jouisseur; ce rusé capitaine d'industrie ou ce malheureux prolétaire ignorant les raisons de ses souffrances et les remèdes à y apporter dont on sollicite de temps à autre le vote, comme si après avoir rempli cette fonction de "souveraineté" chacun n'avait plus qu'à supporter dans le calme et l'obéissance les conséquences d'une politique et d'une administration étatiques qui souvent le dépouille et le mal traite.

Le principe démocratique n'a aucune valeur intrinsèque. Ce n'est même pas un "principe" mais plutôt un "mécanisme" d'organisation répondant à cette supposition banale que la majorité a raison et la minorité tort. Ceci dit, voyons si ce mécanisme suffit au fonctionnement d'organisations comprenant des collectivités plus restreintes et non déchirées par des antagonismes économiques, s'il est utile, et dans quelle mesure. Pour cela, il faut considérer ces organisations dans le processus de leur développement historique.

En régime de dictature du prolétariat, le mécanisme de délégation des pouvoirs et de formation des hiérarchies est-il démocratique, de telle sorte que l'on pourrait définir cette forme d'état née de la victoire des classes rebelles au pouvoir bourgeois comme une "démocratie prolétarienne"? On doit aborder la question sans préjugé, car même si l'on devait conclure que le mécanisme démocratique est utilissable sous certaines conditions tant que l'histoire n'en aura pas produit de plus adapté, il faut bien se convaincre que nous n'avons aucune raison de rétablir a priori pour le prolétariat le concept plus haut critiqué de " souveraineté de la majorité ".

En effet, au lendemain de la révolution, le prolétariat n'est pas encore une collectivité homogène, et il n'est même pas formé d'une seule classe. En Russie, par exemple, le pouvoir se trouve dans les mains des classes ouvrière et paysanne, mais pour peu que l'on examine le développement du mouvement révolutionnaire, il est facile de démontrer que le prolétariat industriel, quoique beaucoup moins nombreux que les paysans, en est l'élément essentiel. Il est donc logique que le mécanisme soviétique accorde beaucoup plus de valeur à un vote ouvrier qu'à un vote paysan dans les conseils prolétariens.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner à fond les caractéristiques constitutionnelles de l'Etat prolétarien. Nous dirons seulement qu'elles ne sont pas pour nous un absolu comme la monarchie de droit divin pour les réactionnaires, le parlementarisme à suffrage universel pour les libéraux, ou l'absence d'Etat pour les anarchistes. En tant qu'organisation d'une classe destinée à priver les classes adverses de leurs privilèges économiques, l'Etat prolétarien est une force historique réelle qui s'adapte au but poursuivi, c'est-à-dire aux nécessités qui l'ont fait naître. A certains moments, l'impulsion peut lui être donnée aussi bien par les plus larges consultations de masse que par l'action d'organes exécutifs très restreints et munis de pleins pouvoirs. L'essentiel est que le pouvoir prolétarien dispose des moyens et des

armes nécessaires pour supprimer le privilège économique bourgeois et abattre les résistances politiques et militaires de la classe ennemie de façon à préparer la disparition des classes elles-mêmes, et à modifier toujours plus profondément ses propres tâches et sa propre structure (1).

Une chose est certaine: tandis que la démocratie bourgeoise n'a pas d'autre but réel que d'exclure les grandes masses prolétariennes et petites-bourgeoises de toute influence sur la direction de l'Etat qui reste le monopole des grandes oligarchies industrielles, bancaires et agrariennes, la dictature prolétarienne doit pouvoir entraîner les plus vastes couches prolétariennes, et même semi-prolétariennes dans la lutte qu'elle incarne. Seules les victimes du préjugé démocratique peuvent s'imaginer que pour atteindre ce but il suffit d'instaurer un vaste mécanisme consultatif. Ce serait à la fois trop et, le plus souvent, trop peu, beaucoup de prolétaires se croyant dispensés de formes plus actives de lutte après avoir participé aux élections. D'autre part, l'acuité de la lutte dans certaines phases exige une promptitude de décision et de mouvement en même temps qu'une centralisation des efforts dans une même direction qui, comme l'expérience russe nous l'a montré, imposent à l'Etat prolétarien des caractéristiques constitutionnelles en rupture ouverte avec les canons de la démocratie bourgeoise. Les tenants de celle-ci hurlent alors à la violation des libertés, alors qu'il s'agit seulement de démasquer les préjugés philistins qui ont toujours permis aux démagogues d'assurer le pouvoir aux privilégiés.

En dictature du prolétariat, les organes de l'Etat ne sont pas seulement consultatifs, mais en même temps exécutifs. Une vaste couche de délégués, sinon toute la masse des électeurs participe aux fonctions politiques de façon non pas intermittente, mais continue. Comment y parvient-on sans nuire au caractère unitaire de l'action ? Il est intéressant de constater que c'est justement grâce à des critères opposés à ceux de l'hyper-libéralisme bourgeois, c'est-à-dire en supprimant pratiquement le suffrage "direct" et la représentation proportionnelle, après avoir foulé aux pieds, comme nous venons de voir, l'autre dogme sacré du " suffrage égal ".

---

(1). - Point du programme communiste connu sous le nom de "dépérissement de l'Etat".

Même fixés dans une constitution, les nouveaux critères de représentation en dictature du prolétariat ne répondent pas pour nous à un "principe" : dans des circonstances nouvelles, ils pourraient être autres. Nous tenons à bien faire comprendre que nous ne leur attribuons aucune valeur intrinsèque, ce que nous voulons démontrer se traduisant dans cette thèse marxiste fondamentale : " LA REVOLUTION N'EST PAS UN PROBLEME DE FORME D'ORGANISATION". C'est un problème de contenu, au contraire, le problème du mouvement et de l'action des forces révolutionnaires dans un processus incessant qui ne se laisse pas théoriser et figer dans une quelconque "doctrine constitutionnelle".

De toutes façons, dans le mécanisme des conseils ouvriers, nous ne trouvons plus cette règle propre à la démocratie bourgeoise qui veut que chaque citoyen désigne directement son délégué à la représentation suprême, le parlement. Il existe au contraire différents degrés de conseils ouvriers et paysans qui vont en s'élargissant territorialement jusqu'au Congrès des Soviets. Chaque conseil local élit des délégués au Conseil supérieur,de même que les membres de sa propre administration, c'est-à-dire de l'organe exécutif correspondant. A la base, dans les conseils urbains ou ruraux, toute la masse est consultée; mais ce sont des corps électoraux plus restreints, votant selon le système majoritaire et non pas proportionnel et choisissant leurs délégués sur les listes des partis, qui élisent aux conseils supérieurs et aux différentes charges administratives locales. Au reste, comme il suffit souvent d'un seul délégué pour établir le lien entre un degré inférieur et un degré supérieur des Conseils, il est évident que les deux dogmes du libéralisme formel : le scrutin de liste et la représentation proportionnelle tombent d'eux-mêmes. A chaque échelon, les conseils ouvriers doivent constituer des organismes non seulement consultatifs, mais aussi administratifs étroitement liés à l'administration centrale: il est donc naturel qu'à mesure que l'on monte vers des représentations plus restreintes, on rencontre non point ces assemblées parlementaires de bavards qui discutent interminablement sans jamais agir, mais des corps homogènes aptes à diriger la lutte politique et l'avance révolutionnaire sans frictions intérieures de toute la masse ainsi encadrée.

Aux avantages d'un tel mécanisme s'ajoutent, grâce au PARTI POLITIQUE, ceux qui dérivent de la présence d'un organisme dont le contenu dépasse de loin la forme, puisque c'est sa conscience et sa volonté collectives qui le mettent en mesure d'agir pour que la révolution ne cesse pas d'aller de l'avant : cet avantage là aucun projet de constitution ne pourra jamais le présenter automatiquement. De tous les organes de la dictature pro-

létarienne, le parti est celui dont les caractéristiques se rapprochent le plus de celles d'une collectivité unitaire, homogène et solidaire dans l'action. Sans doute ne représente-t-il qu'une minorité de la masse, mais les traits qui le distinguent d'organismes à base beaucoup plus large sont de nature à démontrer qu'il représente mieux que tout autre les intérêts collectifs et le mouvement d'ensemble.

En effet, dans le parti, tous les membres participent de façon ininterrompue à l'exécution du travail commun et se préparent à résoudre des problèmes de lutte et de reconstruction de la société dont le gros de la masse n'a conscience qu'au moment où ils se présentent. Le système de représentation de l'Etat prolétarien n'étant pas celui du mensonge démocratique, mais l'organisation de la partie de la population poussée à la lutte révolutionnaire par des intérêts fondamentaux communs, il est naturel que les choix tombent spontanément sur des éléments proposés par le parti révolutionnaire : celui-ci n'a-t-il pas prouvé qu'il était armé pour la lutte ? qu'il pouvait et savait répondre aux problèmes qu'elle pose ?

Pas plus que celles d'aucun autre organisme, nous n'attribuons ces facultés du parti à sa constitution particulière : le parti peut être ou ne pas être adapté à sa tâche, qui est de propulser l'action révolutionnaire; au reste, la question ne se pose pas pour le parti en général mais pour le parti communiste; et le parti communiste lui-même n'est pas garanti à l'avance contre mille dangers de dégénérescence et de dissolution, ce qui le met à la hauteur de sa tâche, ce ne sont ni ses statuts, ni de simples mesures d'organisation intérieure : ce sont des caractères positifs qui se développent en même temps que lui DU FAIT qu'il participe à la lutte en tant qu'organisme possédant une orientation unitaire dont il est redevable à sa conception du processus historique, à un programme fondamental entré dans la conscience collective et à sa discipline . (1)

Revenons-en au mécanisme constitutionnel de la dictature du prolétariat dont nous venons de voir qu'il était exécutif aussi bien que législatif à tous les échelons. A quelles tâches de la vie collective répondent ces fonctions et ces initiatives exécutives qui justifient en même temps que la dictature, l'élasticité et la continuelle évolution de sa constitution ? Nous nous

(1) Le développement de ces idées est contenu dans les thèses sur la tactique présentées au II° Congrès du Parti Communiste d'Italie (Mars 1922) et connues sous le nom de Thèse de Rome. Elles gardent un intérêt encore aujourd'hui en tant qu'effort de relier les problèmes de tactique, que l'opportunisme "communiste" a toujours prétendu pouvoir résoudre empiriquement, aux principes généraux du mouvement et à sa doctrine. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

référerons à la période initiale dont les quatre ans et demi que la Russie vient de vivre nous offrent l'image, car nous ne nous aventurerons pas à rechercher sur quelle base définitive pourront bien reposer les organes représentatifs dans une société communiste sans classes. En effet, nous ne pouvons pas prévoir entièrement l'évolution qui se fera jour lorsque la société s'approchera de ce stade, mais seulement entrevoir qu'elle ira dans le sens d'une fusion des divers organes politiques administratifs et économiques, et de l'élimination progressive de toute force de coercition et de l'Etat lui-même en tant qu'instrument du pouvoir d'une classe et qu'arme de lutte contre les classes adverses survivantes.

Dans sa période de début, donc, la dictature du prolétariat a une tâche extrêmement lourde et complexe que l'on peut subdiviser en trois sphères d'action : politique, militaire et économique. La défense militaire contre les assauts intérieurs ou extérieurs de la contre-révolution, tout comme la reconstruction de l'économie sur des bases collectives, reposent sur un plan systématique et rationnel d'activité qui bien qu'utilisant les énergies et les efforts de toute la masse (et les utilisant avec le maximum de rendement) doit parvenir à une forte unité. En conséquence, le premier organisme de lutte contre l'ennemi intérieur et extérieur, c'est-à-dire l'armée et la police révolutionnaires, doit être fondé sur la discipline et sa hiérarchie se trouver aux mains du pouvoir prolétarien central. L'armée rouge est donc elle aussi du nombre des collectivités à hiérarchie constituée du dehors, en l'occurence par le gouvernement de l'Etat ouvrier. On peut en dire autant de la police et de la magistrature révolutionnaires.

Le problème de l'appareil économique que le prolétariat vainqueur édifie pour donner une base au nouveau système de production et de distribution a des aspects plus complexes. La caractéristique qui distingue cette administration du "chaos" de l'économie bourgeoise est, rappelons-le, la centralisation: la gestion de toutes les entreprises se fait dans l'intérêt de toute la collectivité et en liaison avec les exigences de tout le plan de production et de distribution. D'autre part, l'appareil économique (et les groupes d'individus qui le composent) se modifie continuellement du fait même de son développement graduel, mais aussi des crises inévitables en période de transformations aussi vastes et n'allant donc pas sans luttes politiques et militaires.

De ces considérations, on peut déduire une chose: si dans la phase initiale de la dictature les conseils des divers éche-

lons désignent leurs délégués aux organismes exécutifs locaux en même temps qu'aux organismes législatifs supérieurs, le centre doit garder l'entière responsabilité de la défense militaire et, de façon moins rigide, la direction de la campagne économique.

Les organismes locaux serviront donc à encadrer politiquement les masses pour qu'elles acceptent l'encadrement militaire et économique, et participent à la réalisation des plans. Ils créeront ainsi le terrain de l'action collective la plus large et la plus continue possible, et ils la canaliseront vers la formation d'un Etat prolétarien fortement unitaire.

Ces considérations n'ont certes pas pour but de dénier aux échelons intermédiaires de la hiérarchie étatique toute possibilité de mouvement et toute initiative. Ce que nous avons voulu démontrer est qu'ils ne se forment pas par l'adhésion de groupes d'électeurs constitués sur la base des entreprises ou des divisions de l'armée à toutes les tâches de détail qui se présentent à la révolution dans l'ordre militaire ou économique. C'est que leur structure n'est pas en mesure de conférer à ces groupes des aptitudes spéciales. Les unités de base dans lesquelles les électeurs se rassemblent peuvent être tout aussi bien le lieu du travail que l'habitation; la garnison ou la position sur le front, ou toute autre communauté de situation dans la vie quotidienne, sans que, puisqu'il s'agit de critères purement empiriques aucun d'eux puisse être a priori exclu ou au contraire érigé en modèle. Ce qui n'empêche pas que les organes représentatifs de l'Etat prolétarien restent fondés sur les subdivisions territoriales au sein desquelles se font les élections.

Ces considérations n'ont rien d'absolu, et cela nous ramène à notre thèse : aucun schéma constitutionnel n'a de valeur de principe, et la démocratie majoritaire, au sens arithmétique et formel du terme, n'est qu'une méthode possible pour coordonner les rapports qui se déterminent au sein des collectivités. De quelque point de vue que l'on se place, il est impossible d'attribuer à cette méthode un caractère intrinsèque de nécessité et de justice. Ce sont là des expressions qui n'ont pour nous, marxistes, aucun sens, et c'est pourquoi nous ne nous proposons pas de substituer au schéma démocratique dont nous avons fait la critique un autre schéma d'appareil d'Etat exempt par essence de défauts et d'erreurs.

o

o o

Il nous semble en avoir assez dit sur le principe démocratique tant dans son application à l'Etat bourgeois, qui prétend embrasser toutes les classes qu'à l'Etat né de la victoire révolutionnaire, qui s'appuie exclusivement sur la classe prolétarienne. Il nous reste à ajouter quelque chose sur le mécanisme démocratique au sein des organisations prolétariennes existant déjà avant la prise du pouvoir, c'est-à-dire les syndicats et le parti politique.

Nous avons établi plus haut qu'une véritable unité d'organisation n'était possible que sur la base d'une homogénéité d'intérêts. Puisque l'on adhère au syndicat et au parti par décision spontanée de participer à des actions d'un certain ordre, la critique qui déniait toute valeur au mécanisme démocratique dans le cas de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire d'une union constitutionnelle fallacieuse de toutes les classes, n'est plus applicable. Pourtant, même pour le parti et le syndicat, nous ne devons pas nous laisser fourvoyer par le concept arbitraire de la "sainteté" des décisions de la majorité.

Le syndicat présente cette différence avec le Parti que les intérêts immédiats et matériels de ses membres sont quasi identiques. Dans les limites de la catégorie, il atteint à une si grande homogénéité de composition que, d'organisation à adhésion volontaire, il tend à devenir une organisation à laquelle tous les travailleurs d'une catégorie ou industrie donnée adhèrent automatiquement ou même, comme dans une certaine phase de la dictature du prolétariat, obligatoirement.

Il est certain que dans un tel domaine le nombre reste l'élément décisif, et que la consultation majoritaire a une grande valeur. Il serait pourtant schématique de s'en tenir à cette constatation sans considérer les autres facteurs qui interviennent dans la vie du syndicat et qui sont, d'une part, la hiérarchie bureaucratisée qui le paralyse, d'autre part, les groupes d'avant-garde que le parti révolutionnaire y constitue pour le conduire sur le terrain de l'action révolutionnaire. Dans cette lutte, les communistes dénoncent bien souvent les violations de la démocratie par les fonctionnaires syndicaux et leur mépris envers la volonté de la majorité. Il est juste de le faire pour montrer que leurs actes sont en contradiction avec la mentalité démocratique qu'ils affichent. (Nous n'agissons pas autrement lorsque les libéraux bourgeois forcent ou falsifient la consultation populaire, sans pour autant nous imaginer que, même librement effectuée, celle-ci résoudrait les problèmes qui pèsent sur le prolétariat). Il est non seulement juste, mais opportun de le démontrer parce que quand les grandes

masses se mettent en mouvement sous la pression de la situation économique, il est possible d'écarter l'influence des chefs syndicaux qui est, en substance, celle de classes et d'organismes étrangers au syndicat, et d'augmenter l'influence des groupes révolutionnaires. En cela, il n'y a pas trace de préjugés "constitutionnels" et les communistes non seulement peuvent, mais doivent se comporter de façon élastique envers les canons de la démocratie formelle pourvu qu'ils soient compris de la masse et sachent lui démontrer qu'ils agissent dans le sens de ses intérêts les mieux compris. Par exemple, il n'y a aucune contradiction tactique à exiger la représentation des minorités dans les organes dirigeants du syndicat jusqu'à ce qu'elle soit incluse dans les statuts, et d'affirmer d'autre part qu'elle devra être supprimée dès que ces organes auront été conquis par nous afin d'en rendre l'action plus rapide. La seule chose qui doit nous guider dans cette question est l'analyse attentive du développement des syndicats dans la phase actuelle. Il s'agit d'accélérer leur transformation d'organes des influences contre-révolutionnaires qu'ils sont actuellement en organes de lutte révolutionnaire du prolétariat: les règles d'organisation intérieure n'ont pas de valeur en elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où elles répondent à ce but.

Reste à examiner l'organisation du parti bien que nous ayons déjà dit quelque chose de ses caractéristiques à propos de l'Etat ouvrier. Le parti ne dérive pas d'une identité d'intérêts économiques aussi complète que celle du syndicat. En revanche c'est une unité organisative constituée non pas sur la base étroite de la catégorie comme ce dernier, mais sur la base plus large de la classe. Cela est vrai non seulement dans l'espace, le parti tendant à devenir international, mais aussi dans le temps, son existence répondant aux exigences de la victoire révolutionnaire tout au long du processus historique d'émancipation du prolétariat. C'est pourquoi nous ne pouvons pas étudier la question de sa structure et de son organisation interne indépendamment de son processus de formation et de développement face aux tâches complexes qu'il a successivement à remplir.

A la fin de cette étude déjà longue, nous ne pouvons pas entrer dans les détails à propos du mécanisme qui devrait régir la consultation des adhérents du parti, leur recrutement et la désignation des divers responsables. Il est certain que pour le moment le mieux est de s'en tenir au principe majoritaire. Poutant, comme nous l'avons souligné avec insistance, il n'y a

aucune raison de l'ériger en principe. A côté de tâches consultatives analogues aux tâches législatives des appareils d'Etat, le parti se trouve en effet placé devant des tâches exécutives qui, aux moments cruciaux de la lutte, correspondent exactement à celles d'une armée, et qui exigent donc le maximum de discipline envers le centre.

De fait, la formation de la hiérarchie de parti est le fruit du même processus complexe qui donne naissance au parti lui-même. Elle a des origines lointaines et constitue l'aboutissant dialectique de toutes les expériences au cours desquelles dans le passé, le parti a pu éprouver son propre mécanisme. Par contre, nous ne pouvons admettre a priori que la majorité du parti soit aussi infaillible dans ses choix que le juge surnaturel qui selon les fidéistes donne leurs chefs aux collectivités humaines ou que le Saint-Esprit dont la participation aux conclaves est pour certains une donnée de fait. En effet, même dans un organisme où, comme dans le parti, l'adhésion est volontaire et le recrutement contrôlé, dont la composition est par conséquent le résultat d'une sélection, la décision de la majorité n'est pas par elle-même la meilleure. Si elle peut contribuer à un meilleur rendement des organes exécutifs du parti, c'est seulement par effet de la coïncidence des efforts individuels dans une action cohérente et vigoureuse. Nous ne proposerons pas ici de remplacer le mécanisme démocratique par un autre, et nous ne rechercherons pas par quoi. Mais il est certain qu'un type d'organisation se libérant le plus possible des conventions du principe démocratique est admissible, et qu'il ne faudra pas le rejeter au nom de phobies injustifiées quand on découvrira d'autres éléments de décision, de choix et de solution des problèmes plus conformes aux exigences réelles du développement du parti et de son activité dans le cadre de l'histoire.

Le critère démocratique n'est à nos yeux qu'un élément accidentel de notre organisation intérieure et de nos statuts, et non point une plate-forme indispensable. Voila pourquoi nous érigeons pas en principe la formule organisative du "centralisme démocratique" : le centralisme est indubitablement un principe, puisque l'unité de structure et d'action sont les caractéristiques essentielles du parti; la démocratie n'en est pas un.

Le terme de centralisme suffit à exprimer la continuité du parti dans l'espace. Il faudrait introduire également le concept de la continuité dans le temps, c'est-à-dire de la continuité historique de la lutte qui, surmontant des obstacles

successifs, procède toujours en direction du même but. Pour unir dans une formule ces deux concepts essentiels, nous proposons de dire que l'organisation du parti est fondée sur le centralisme organique.

Ainsi, tout en gardant d'un mécanisme accidentel ce qui pourra nous servir, nous bannirons ce terme de "démocratie" cher aux pires démagogues, mais entaché d'ironie pour tous les exploités, les opprimés et les trompés, l'abandonnant, comme il est souhaitable, à l'usage exclusif des bourgeois et des champions du libéralisme qui, dans le marais où ils sont embourbés, prennent parfois des poses extrémistes.

SOMMAIRES DES NUMEROS PRECEDENTS

N° I (Octobre - Décembre 1957)

- Programme communiste (présentation de la revue)
- Les fondements du communisme révolutionnaire dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale.
- Les grands tournants du capitalisme russe.
- En mémoire d'Ottorino Perrone.

N° II (Janvier - Mars 1958)

- La paix des spoutnicks
- Le marxisme devant la Russie
- Physionomie sociale des révolutions coloniales.
- Unité syndicale et politique de classe.
- Triviale résurrection de l'Illuminisme.
- L'est européen dans la perspective révolutionnaire.
- Elements de l'économie marxiste (I).

A PARAITRE AUX PROCHAINS NUMEROS

- La tactique du Komintern de 1926 à 1940.
- Les révolutions coloniales : premier bilan.
- Particularités de l'histoire chinoise.
- Eléments de l'économie marxiste.

- Dépôt légal 2ème Trimestre 1958 -